

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DE LEGISLATION

A—N° 98

21 décembre 1992

Sommaire

CIRCULATION ROUTIERE

- Règlement grand-ducal du 16 décembre 1992 modifiant l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques page **2692**
- Grossherzogliches Reglement vom 16. Dezember 1992, welches den grossherzoglichen Beschluss vom 23. November 1955 über die Regelung des Verkehrs auf allen öffentlichen Strassen abändert und ergänzt **2706**
- Règlement grand-ducal du 16 décembre 1992 modifiant l'arrêté grand-ducal du 23 décembre 1955 fixant le montant de la taxe et les modalités d'application de l'avertissement taxé en matière de circulation routière **2721**
- Règlement ministériel du 16 décembre 1992 modifiant le règlement ministériel du 16 avril 1963 fixant les modalités de fonctionnement d'un système de contrôle pour véhicules automoteurs et remorques et les prix des contrôles **2726**
-

Règlement grand-ducal du 16 décembre 1992 modifiant l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques

Nous Jean, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, telle qu'elle a été modifiée et complétée dans la suite;

Vu l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, tel qu'il a été modifié et complété dans la suite;

Vu l'avis de la Chambre de Commerce du 26 novembre 1992 et celui de la Chambre des Métiers du 2 décembre 1992, la Chambre d'Agriculture demandée en son avis;

Vu l'article 27 de la loi du 08 février 1961 portant organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre des Transports, de Notre Ministre de la Force Publique, Notre Ministre des Finances et de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article I

1. La rubrique 23° de l'article 2 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques est complétée in fine par une phrase nouvelle, libellée comme suit:

«Au sens du présent arrêté les notions «masse maximale autorisée», «masse à vide» et «masse en charge» sont utilisées avec la même signification que les notions respectives «poids total maximum autorisé», «poids propre» et «poids en charge».»

2. La rubrique 42° dudit article 2 est complétée par une lettre d), libellée comme suit:

«d) essieu à suspension pneumatique: essieu muni d'un système de suspension dont l'effet de ressort est assuré à au moins 75% par un dispositif pneumatique ou essieu muni d'une suspension reconnue équivalente en vertu de l'annexe III de la directive 85/3/CEE modifiée du Conseil, du 19 décembre 1984, relative aux poids, aux dimensions et à certaines caractéristiques techniques de certains véhicules routiers.»

3. Ledit article 2 est complété par une rubrique 47° nouvelle qui est insérée devant les dispositions transitoires et qui est libellée comme suit:

«47° détenteur d'un véhicule: toute personne physique ou morale autre que le propriétaire d'un véhicule dont les qualités sont inscrites selon le cas sur la carte d'immatriculation ou sur la carte d'identité pour cycle à moteur auxiliaire.»

Article II

L'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est complété à la suite de l'article 42ter d'un nouvel article 42quater, libellé comme suit:

«**Art. 42quater.**- Les tracteurs industriels et agricoles qui sont mis en circulation pour la première fois à partir du 1^{er} juillet 1993 doivent répondre aux conditions de l'article 42ter.

Ils doivent en outre être pourvus d'un socle fixe à sept pôles, conforme à la norme ISO R/1724 permettant l'alimentation des dispositifs d'éclairage et de signalisation lumineuse des outils, machines et véhicules qui y sont attelés. Les tracteurs répondant aux dispositions de la directive 75/323/CEE du Conseil, du 20 mai 1975, concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives à la prise de courant montée sur les tracteurs agricoles ou forestiers à roues pour l'alimentation des dispositifs d'éclairage et de signalisation lumineuse des outils, machines ou remorques destinés à l'emploi dans l'exploitation agricole ou forestière sont réputés satisfaire à cette prescription.»

Article III

1. La première phrase du deuxième alinéa de l'article 44 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacée par le texte suivant:

«Les véhicules équipés en dépanneuse, les véhicules destinés au transport de véhicules tombés en panne ou accidentés et, à partir du 1^{er} juillet 1993, les tracteurs industriels et agricoles doivent être équipés d'un ou de deux feux jaunes clignotants, visibles de tout côté.»

2. Le quatrième alinéa du paragraphe 1. du même article 44 modifié est remplacé par le texte suivant:

«Ces feux d'encombrement et ces catadioptrés sont obligatoires, lorsque la largeur du véhicule dépasse 2,50 m, hormis pour les véhicules spéciaux de l'Armée.»

Article IV

L'article 45 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

«**Art. 45.-** La face avant des remorques, des véhicules forains et des roulottes dont la largeur dépasse celle du véhicule tracteur, doit être pourvue de deux feux d'encombrement répondant aux conditions fixées à l'article 44, alinéas 3, 4 et 5 et placés de façon à faire reconnaître la largeur du véhicule.

La face arrière des remorques, des véhicules forains et des roulottes doit être pourvue des feux prévus à l'article 42ter, 2 sous a) et b) ainsi que de deux catadioptres rouges ayant la forme d'un triangle équilatéral dont un sommet est dirigé vers le haut et répondant aux conditions fixées à l'article 42ter, 2 sous c). Ces catadioptres doivent être d'un type homologué par un des États membres des Communautés Européennes et avoir au moins 150 mm et au plus 200 mm de côté; les catadioptres répondant à la directive 76/757/CEE du Conseil, du 27 juillet 1976, concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux catadioptres des véhicules à moteur et de leurs remorques sont réputés satisfaire aux prescriptions du présent alinéa.

Par dérogation à l'alinéa qui précède

- la face arrière des véhicules mis en circulation pour la première fois avant le 1^{er} janvier 1979 doit être pourvue des feux prévus à l'article 42bis 2 sous a) et b) ainsi que de deux catadioptres rouges ayant la forme d'un triangle équilatéral dont un sommet est dirigé vers le haut et répondant aux conditions fixées à l'article 42bis 2 sous c);
- la face arrière des véhicules mis en circulation pour la première fois avant le 1^{er} janvier 1967 doit être pourvue des feux prévus à l'article 42, 2 sous a) et b) ainsi que de deux catadioptres rouges ayant la forme d'un triangle dont un sommet est dirigé vers le haut et répondant aux conditions de l'article 42, 2 sous c).»

Article V

L'article 45bis modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

«**Art. 45bis.-** Il est interdit d'équiper les véhicules automoteurs visées dans la présente section à l'avant de plus de quatre feux-route, de deux feux-croisement, de deux feux-position et de deux feux-brouillard et à l'arrière de plus de deux feux rouges. Toutefois, les motocycles ne doivent pas être équipés à l'avant de plus de deux feux-route, de deux feux-croisement, de deux feux-position, de deux feux-brouillard et à l'arrière de plus d'un feu rouge; les side-cars adaptés aux motocycles ne doivent pas être équipés à l'avant de plus d'un feu-position et à l'arrière de plus d'un feu rouge. Les véhicules répondant à la directive 76/756/CEE du Conseil, du 27 juillet 1976, concernant le rapprochement des législations des États membres relatives à l'installation des dispositifs d'éclairage et de signalisation lumineuse des véhicules à moteur et de leurs remorques sont réputés satisfaire aux dispositions du présent alinéa.

Tous les feux de même nom doivent être de même couleur et d'égal éclairement. Les feux et paires de feux du même nom doivent être fixés à la même hauteur au-dessus du sol et être placés symétriquement dans un plan perpendiculaire à l'axe longitudinal du véhicule.

Tous les catadioptres de même couleur doivent être d'égale intensité réfléchissante et être placés à la même hauteur.

Les phares de longue portée des véhicules automoteurs doivent s'éteindre automatiquement avec les feux-route.

Il est interdit de monter sur les véhicules visés dans la présente section des feux et catadioptres autres que ceux qui y sont prévus.

Toutefois, les véhicules de la Gendarmerie et de la Police peuvent être équipés d'un panneau lumineux non éblouissant portant l'inscription «Gendarmerie» ou «Police». Les véhicules des services d'incendie et de secours ainsi que les véhicules affectés au secours sur route peuvent être munis d'un panneau lumineux non éblouissant portant un symbole ou une inscription caractérisant la mission spéciale de ces véhicules.

De plus, tout véhicule automoteur, à l'exception des motocycles et des autocars, appartenant à une auto-école et servant à l'instruction ou à la réception d'examens pratiques, doit être muni d'un panneau lumineux non éblouissant portant à ses faces avant et arrière sur fond blanc en couleur rouge l'inscription «AUTO-ÉCOLE». L'éclairage du panneau doit être allumé en même temps que les feux-croisement ou les feux-route. Si le véhicule ne sert pas à l'instruction ou à la réception d'examens pratiques, le panneau doit être enlevé ou masqué. Le panneau qui doit être conforme à un modèle reconnu par le ministre des Transports, doit être installé sur le toit du véhicule; son bord inférieur doit se trouver à moins de 150 mm du toit du véhicule.

Tout véhicule doit être aménagé de façon à ce que les feux rouges et les catadioptres ne puissent en aucun cas être masqués par une partie du véhicule ou du chargement.

Les véhicules affectés à des travaux sur la voie publique peuvent être signalés à leurs faces par des bandes réfléchissantes à raies diagonales peintes en rouge et blanc.»

Article VI

Les articles 45ter, 45quater et 45quinquies de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité sont supprimés.

Article VII

La phrase finale de l'article 49 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacée par le texte suivant:

«D) Les autobus et les autocars dont le poids total maximum autorisé dépasse 10t ainsi que les camions et les tracteurs de semi-remorques dont le poids total maximum autorisé dépasse 12t doivent être équipés d'un limiteur de vitesse répondant aux critères de la directive 92/6/CEE du Conseil du 10 février 1992 relative à l'installation et à l'utilisation, dans la Communauté, de limiteurs de vitesse sur certaines catégories de véhicules à moteur,

- à partir du 1^{er} janvier 1994 si les véhicules sont mis en circulation pour la première fois après le 31 décembre 1993,
- à partir du 1^{er} janvier 1995 si les véhicules ont été mis en circulation entre le 1^{er} janvier 1988 et le 1^{er} janvier 1994,
- à partir du 1^{er} janvier 1996 si les véhicules visés au deuxième tiret ci-avant sont exclusivement affectés à des transports nationaux ne comportant pas de passage des frontières.

La vitesse maximale du limiteur de vitesse est réglée à respectivement 100 km/h pour les autobus et les autocars et à 85 km/h pour les camions et les tracteurs de semi-remorques, visés au présent paragraphe D.

E) Des dispositifs destinés à porter des cycles et fauteuils roulants pour handicapé physique peuvent être montés à l'arrière des véhicules, à condition

- de ne pas dépasser l'arrière du véhicule de plus d'un mètre,
- de servir uniquement aux transports de cycles et de fauteuils roulants.

Lorsque ce dispositif masque ou nuit à la visibilité des feux et catadioptrés dont le véhicule doit être équipé, le dispositif doit être muni d'un système d'éclairage dédoublant le fonctionnement des feux du véhicule et assurant la visibilité réglementaire des feux et catadioptrés.

Lorsque le dispositif masque ou nuit à la visibilité de la plaque d'identité arrière, le dispositif doit être muni d'une plaque d'identité complémentaire répondant aux dispositions des articles 62 et suivants.

F) Les prescriptions des paragraphes A), B) et C) ne s'appliquent ni aux machines, ni aux véhicules spéciaux de l'armée, ni aux véhicules du service d'incendie.

Les prescriptions du paragraphe D) ne s'appliquent ni aux véhicules de l'armée, de la gendarmerie, de la police, de la protection civile et des services d'incendie et autres services d'urgence ni aux véhicules ne dépassant pas les vitesses y prévues, ni aux véhicules utilisés à des fins d'essais scientifiques sur route, ni aux autobus assurant uniquement des services publics en agglomération.»

Article VIII

1. Les deuxième et troisième phrases du premier alinéa explicatif sous 2) de l'alinéa premier de l'article 51 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité sont remplacées par le texte suivant:

«A chaque place doivent correspondre soit des repose-pieds, soit une partie de la carrosserie du véhicule et de ses accessoires permettant aux personnes adultes d'appuyer les pieds».

2. La troisième phrase du premier alinéa explicatif sous 3) de l'alinéa premier dudit article 51 est remplacée par le texte suivant:

«Les prescriptions du présent alinéa ne s'appliquent ni aux motocycles, ni aux véhicules aménagés pour le transport d'handicapés physiques dans des fauteuils roulants, ni aux places des véhicules spéciaux qui ne font pas partie de la rangée avant; les véhicules servant régulièrement au transport d'handicapés doivent être munis d'un nombre suffisant d'ancrages et de ceintures de sécurité pour les personnes transportées, à moins d'être équipés de dispositifs de retenue reconnus équivalents.»

3. Le second alinéa explicatif sous 3) de l'alinéa premier dudit article 51 est remplacé par le texte suivant:

«Les enfants de moins de 12 ans dont la taille n'atteint pas 150 cm ne sont comptés que pour moitié, lorsqu'ils ont pris place sur un siège ou une banquette qui ne fait pas partie de la rangée avant.»

4. Le cinquième alinéa dudit article 51 est abrogé.

Article IX

Les deuxième alinéas des paragraphes 12. et 14. de l'article 54 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité sont remplacés par le texte suivant:

«Les enfants de moins de 12 ans dont la taille n'atteint pas 150 cm sont considérés comme occupant 2/3 de place dans le calcul du nombre de personnes admissibles.»

Article X

L'article 58 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

«**Art. 58.-** Le contrôle technique prescrit par les articles 1^{er} et 4 modifiés de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques comporte la vérification de la conformité des véhicules avec les prescriptions du présent arrêté ainsi qu'avec celles de la directive 70/156/CEE modifiée du Conseil, du 6 février 1970, concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives à la réception des véhicules à moteur et

de leurs remorques, de la directive 92/61/CEE du Conseil, du 30 juin 1992, relative à la réception des véhicules à moteur à deux ou trois roues et des directives particulières édictées consécutivement par le Conseil ou la Commission des Communautés Européennes dans le domaine de la réception automobile. La vérification porte notamment sur l'aménagement des véhicules, leurs masses et dimensions, leurs émissions nocives et leur entretien adéquat du point de vue technique et réglementaire.

Aucun véhicule n'est admis à la circulation, s'il n'est pas conforme à la note descriptive du constructeur. L'organisme chargé du contrôle technique peut exiger du propriétaire ou détenteur d'un véhicule le certificat de conformité prévu par la directive 70/156/CEE modifiée ou la directive 92/61/CEE précitées ou, à défaut, tout autre certificat délivré par le constructeur et mentionnant les données techniques pour lesquels les systèmes, composants et entités techniques du véhicule ont été calculés et réalisés.

Toute transformation ou réparation d'un véhicule de nature à modifier une des caractéristiques techniques définies dans les directives mentionnées à l'alinéa premier ou à entraver sa sécurité donne lieu à la production par l'assembleur ou le réparateur d'un certificat attestant que la transformation ou la réparation n'affecte pas la conformité du véhicule aux directives précitées et présente toutes les garanties de sécurité requises.

Il est interdit d'altérer, de transformer, d'enlever ou de remplacer les numéros de fabrication du moteur et du châssis. En cas de remplacement du moteur ou d'une partie du moteur, du châssis ou d'une partie du châssis, il est interdit de frapper dans le nouveau moteur, dans le nouveau châssis ou dans la nouvelle pièce le numéro de fabrication de la pièce remplacée ou un autre numéro, sauf autorisation préalable du ministre des Transports.»

Article XI

L'article 59 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

«Art. 59.-

1. Les véhicules visés à l'article 4 modifié de la loi du 14 février 1955 précitée doivent être présentés au contrôle technique non chargés et dans un état de propreté satisfaisant.
2. Lors du contrôle technique d'un véhicule, l'organisme chargé du contrôle technique dresse, sous forme d'une carte à perforations, un rapport technique mentionnant tous les éléments à contrôler.
3. Les défauts et les non-conformités aux prescriptions réglementaires relevées sont constatées sur ce rapport par une perforation simple ou double, en fonction du degré d'importance de la déficience ou de la non-conformité réglementaire constatée, au regard de la position correspondant à l'organe ou à l'élément défectueux ou non réglementaire du véhicule contrôlé.

Toute déficience grave pouvant constituer un danger pour la sécurité routière ou une gêne sensible pour les autres usagers de la route ou les personnes transportées et toute non-conformité réglementaire majeure est constatée sur le rapport technique par une perforation double. Toute autre déficience ou non conformité réglementaire est constatée par une perforation simple.

4. Sur le vu du rapport technique le ministre des Transports délivre au propriétaire ou détenteur du véhicule contrôlé un certificat de contrôle technique.

Le certificat de contrôle technique mentionne, avec leur degré d'importance, les défauts techniques et les non-conformités réglementaires constatées au véhicule contrôlé. Il indique en outre la durée de sa validité.

Si les défauts constatés présentent un danger immédiat pour la circulation, le certificat de contrôle technique porte la mention «véhicule interdit à la circulation».

5. Un rapport technique comportant une ou plusieurs perforations doubles donne lieu à l'établissement d'un certificat de contrôle technique d'une durée de validité de 21 jours. Durant cette période le certificat couvre le véhicule au Luxembourg sur le trajet

- entre la station de contrôle technique et le lieu où le véhicule sera immobilisé, réparé ou détruit,
- entre la station de contrôle technique et le domicile ou la résidence du propriétaire ou détenteur du véhicule,
- entre ce dernier lieu et le lieu où le véhicule sera immobilisé, réparé ou détruit,
- entre le lieu de réparation et la station de contrôle technique la plus proche.

Après réparation de ces défauts et redressement de ces non-conformités, le certificat couvre le véhicule également sur tout autre trajet.

Le propriétaire ou détenteur d'un véhicule dont le certificat porte la mention «véhicule interdit à la circulation» dispose d'un délai de 48 heures pour remorquer ou transporter le véhicule de la station de contrôle technique à l'endroit où il sera immobilisé, réparé ou détruit.

6. Le certificat établi sur base d'un rapport technique qui ne comporte aucune perforation ou ne comporte que des perforations simples est valable pour la durée légale.

La durée légale est calculée

- à partir du jour du contrôle technique, lorsqu'il s'agit d'un véhicule présenté en vue de sa première immatriculation au Luxembourg ou en vue d'un changement de propriétaire ou, en cas de contrôle périodique, avant l'expiration du certificat qui l'a, le cas échéant, couvert antérieurement;
- à partir du jour de l'expiration de l'ancien certificat dans les autres cas, sans que pour autant la durée de validité du nouveau certificat à délivrer puisse être inférieure à un mois, lorsque la périodicité de contrôle est semestrielle, et à trois mois, lorsque cette périodicité est plus importante.»

Article XII

L'article 60 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

«**Art. 60.**- Il est défendu de laisser circuler les véhicules visés à l'article 4 modifié de la loi du 14 février 1955 précitée, sans qu'ils soient couverts par un certificat de contrôle technique valable.

Lorsqu'un véhicule n'est pas couvert par un certificat de contrôle technique valable, la conduite de celui-ci vers la station de contrôle technique désignée pour procéder à sa mise ou sa remise en circulation ne pourra se faire que sous le couvert d'une convocation au contrôle technique, provoquée par une demande écrite adressée au ministre des Transports par le propriétaire ou le détenteur du véhicule.

En cas d'infraction aux prescriptions du présent article, la carte d'immatriculation sera retirée par le ministre des Transports.»

Article XIII

L'article 65 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est complété in fine par un cinquième alinéa nouveau, libellé comme suit:

«A condition de respecter les règles d'utilisation de la décision du Comité de Ministres BENELUX M(92)13 de 2 décembre 1992 les plaques marchandes belges et les plaques d'identification commerciales néerlandaises sont assimilées aux plaques rouges.»

Article XIV

Au paragraphe 5 de l'article 72 modifié et au cinquième alinéa sous 1) de la lettre A) et sous 2) de la lettre B de l'article 73 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité le terme «rapport puissance/poids» est remplacé par «rapport puissance/poids propre».

Article XV

L'article 74 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est complété par un paragraphe 5. libellé comme suit:

«5. Un permis de conduire étranger n'est pas reconnu lorsqu'au moment de la délivrance le titulaire n'avait pas sa résidence normale ou la qualité d'étudiant pendant six mois dans le pays qui a délivré le permis.»

Article XVI

Le chiffre 3) du paragraphe 6. de l'article 76 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

«3) machines automotrices.»

Article XVII

La première phrase du troisième alinéa du paragraphe 1. de l'article 79 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacée par le texte suivant:

«Le certificat d'apprentissage a une durée de validité d'un an.»

Article XVIII

Le premier alinéa du paragraphe 2. de l'article 81 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

«2. Les candidats aux catégories A sous 3) et F du permis de conduire ne peuvent pas se présenter à l'épreuve théorique avant l'âge de 16 ans.»

Article XIX

La troisième phrase du deuxième alinéa de l'article 84 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

«Les permis de conduire étrangers qui correspondent au permis de conduire luxembourgeois «instructeur» ou «apprenti-instructeur», ne sont pas transcrits. Il en est de même des titulaires de permis étrangers dont le titulaire avait sa résidence normale au Luxembourg au moment de la délivrance du permis, à moins de justifier de la qualité d'étudiant pendant au moins six mois dans le pays ayant délivré ledit permis.»

Article XX

L'alinéa 1. du paragraphe C de l'article 88 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

«1. La prise de sang prévue à l'article 12 modifié de la loi du 14 février 1955 précitée ne pourra être effectuée que par un médecin autorisé à exercer la profession de médecin au Grand-Duché de Luxembourg ou, dans un centre hospitalier et sous la responsabilité d'un médecin, par un infirmier, un laborantin ou un assistant technique médical de laboratoire, autorisé à exercer sa profession au Luxembourg.»

Article XXI

L'article 92 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

«Art. 92.-

1. Tout véhicule automoteur, à l'exception des véhicules automoteurs d'infirmités qui par construction ne dépassent pas une vitesse de 6 km/heure, des machines automotrices d'un poids propre inférieur à 400 kg et des locomotives routières à vapeur, ainsi que toute remorque, tout véhicule forain et toute roulotte traînés par un véhicule automoteur, appartenant à une personne physique qui a sa résidence normale au Luxembourg ou appartenant à une personne morale qui a son siège social au Luxembourg, doivent être couverts par une carte d'immatriculation luxembourgeoise à partir de la première mise en circulation au Luxembourg jusqu'à l'exportation ou la destruction définitive du véhicule.

La même prescription s'applique aux véhicules énumérés à l'alinéa précédent qui circulent au Luxembourg et qui appartiennent à des personnes physiques n'ayant pas leur résidence normale au Luxembourg ou à des personnes morales n'ayant pas leur siège social au Luxembourg, lorsque ces véhicules sont mis à la disposition de personnes physiques ayant leur résidence normale au Luxembourg ou des personnes morales ayant leur siège social au Luxembourg.

Les personnes qui établissent leur résidence normale ou leur siège social au Luxembourg disposent d'un délai de six mois pour se conformer aux dispositions qui précèdent, lorsqu'elles sont propriétaire ou détenteur d'un véhicule dûment immatriculé à l'étranger, ou qu'elles bénéficient de la mise à disposition d'un tel véhicule appartenant à une personne qui n'a pas sa résidence normale ou son siège social au Luxembourg.

Les véhicules appartenant à une personne physique ou morale qui a sa résidence normale ou son siège social dans un autre Etat membre des Communautés Européennes et qui y est autorisée à faire de la location de véhicules sans chauffeur peuvent être conduits au Luxembourg par une personne qui y a sa résidence normale, à condition que le véhicule ait été mis à la disposition de cette personne dans le cadre d'un contrat de location et qu'il soit réexporté avant minuit du jour suivant sa mise à disposition. Les employés de ces entreprises peuvent, même s'ils ont leur résidence normale au Luxembourg, y conduire lesdits véhicules, lorsqu'ils les ramènent au lieu d'origine de la location.

2. Pour les locomotives routières à vapeur, l'autorisation de fonctionnement prévue par l'arrêté grand-ducal du 21 juin 1898 sur les appareils à vapeur tient lieu de carte d'immatriculation.
3. Pour les véhicules munis de plaques rouges, la carte d'identité spéciale délivrée par le ministre des Transports remplace la carte d'immatriculation. Pour les véhicules mentionnés au cinquième alinéa de l'article 65 les documents de mise en circulation belges ou néerlandais remplacent la carte d'immatriculation.
4. La validité de la carte d'immatriculation qui couvre les véhicules visés à l'article 62 sub h) expire à la fin de l'année correspondant aux deux derniers chiffres du millésime reproduits sur cette carte. En aucun cas sa validité ne peut dépasser l'année en cours pour les immatriculations provisoires délivrées au cours des trois derniers mois de l'année précédente. Toutefois, une nouvelle immatriculation provisoire peut être accordée, et une nouvelle carte d'immatriculation peut être délivrée après l'expiration des délais de validité prémentionnés pour autant que le délai de validité des documents douaniers afférents ne soit pas expiré.

La carte d'immatriculation qui couvre les véhicules visés à l'article 62 sous h) comporte une bande sur laquelle seront inscrits les deux derniers chiffres du millésime de l'année à la fin de laquelle prend fin la validité de l'immatriculation provisoire.»

Article XXII

L'article 93 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

«Art. 93.-

1. La carte d'immatriculation des véhicules automoteurs, des remorques, des semi-remorques, des véhicules forains et des roulettes qui sont immatriculés au Luxembourg, reproduit les indications suivantes:

Grand-Duché de Luxembourg
MINISTRE DES TRANSPORTS

CARTE D'IMMATRICULATION

L

- (1) Numéro d'immatriculation:
- (2) Date de première mise en circulation dans un autre pays:
Date de première mise en circulation au Luxembourg:
- (3) Propriétaire ou détenteur:
- (4) Nom:
- (5) Prénoms:
- (6) Rue et n°:
- (7) Domicile:
- (8) Luxembourg, le
Signature du Ministre des Transports
ou de son délégué
- (9) Genre de véhicule:
- (10) Forme de carrosserie:
- (11) Constructeur (marque):
- (12) Type/modèle:
- (13) Numéro de châssis:
- (14) Carburant:
- (15) Puissance en kW: (16) Cylindrée (cm³):
- (17) Couleur:
- (18) Nombre de places assises, avant arrière places debout
y compris la place du conducteur:
- (19) Autres places:
- (20) Dimensions (mm) longueur largeur hauteur
hors tout:
- (21) Masse à vide (kg): (22) Masse maximale autorisée (kg):
- (23) Masse maximale essieu 1 essieu 2 essieu 3 essieu 4 point d'attelage
autorisée (kg) pour:
- (24) Limitation de la masse avec véhicule tracteur N° d'immatriculation N° de châssis
maximale autorisée (kg):
- (25) Masse maximale autorisée de l'ensemble des véhicules couplés (kg): (26) Masse remorquable:
- (27) Nombre d'essieux total: simple: tandem: tridem:
- (28) Dimensions des pneumatiques: essieu 1
essieu 2
essieu 3
essieu 4
- (29) Numéro de réception:
- (30) Remarques:

2. Les cartes d'immatriculation de tous les véhicules soumis à l'immatriculation au Luxembourg comportent les indications relatives aux données figurant sous les rubriques 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 21 de la carte d'immatriculation, lorsque ces données sont applicables.
- Pour autant que ces données s'appliquent aux catégories de véhicule concernées la carte d'immatriculation comporte en outre l'indication relative aux données suivantes:
- a) pour les voitures automobiles à personnes, les voitures commerciales, les véhicules utilitaires et les camionnettes:
 - carburant;
 - puissance en kW;
 - cylindrée (cm³) (sauf moteur électrique);
 - couleur;
 - nombre de places assises, y compris la place du conducteur: avant/arrière;
 - autres places;
 - masse maximale autorisée (kg);
 - masse remorquable;
 - nombre d'essieux;
 - (pour les véhicules d'instruction uniquement:) dimensions hors tout (mm): longueur/largeur/hauteur;
 - b) pour les camions et les tracteurs de semi-remorque:
 - carburant;
 - puissance en kW;
 - cylindrée (cm³) (sauf moteur électrique);
 - couleur;
 - nombre de places assises, y compris la place du conducteur: avant/arrière;
 - autres places;
 - dimensions hors tout (mm): longueur/largeur/hauteur;
 - masse maximale autorisée (kg);
 - masse maximale autorisée (kg) pour: essieu 1 / essieu 2 / essieu 3 / essieu 4;
 - nombre d'essieux;
 - dimensions des pneumatiques: essieu 1 / essieu 2 / essieu 3 / essieu 4;
 - (pour les véhicules de la catégorie des camions munis d'une attache-remorque et dont la masse maximale autorisée dépasse 16.000 kg ainsi que pour les véhicules de la catégorie des tracteurs de semi-remorque uniquement:) masse maximale autorisée de l'ensemble des véhicules couplés (kg);
 - c) pour les véhicules spéciaux:
 - carburant;
 - puissance en kW;
 - cylindrée (cm³) (sauf moteur électrique);
 - couleur;
 - nombre de places assises, y compris la place du conducteur: avant / arrière;
 - masse remorquable;
 - dimensions hors tout (mm): longueur / largeur / hauteur;
 - d) pour les véhicules traînés dont la vitesse n'excède pas 25 km/h:
 - nombre d'essieux;
 - e) pour les véhicules automoteurs équipés en dépanneuses:
 - carburant;
 - puissance en kW;
 - cylindrée (cm³) (sauf moteur électrique);
 - couleur;
 - nombre de places assises avant, y compris la place du conducteur;
 - masse maximale autorisée (kg);
 - masse maximale autorisée (kg) pour: essieu 1 / essieu 2 / essieu 3 / essieu 4;
 - nombre d'essieux;
 - dimensions des pneumatiques: essieu 1 / essieu 2 / essieu 3 / essieu 4;
 - f) pour les motos:
 - carburant;
 - puissance en kW;
 - cylindrée (cm³) (sauf moteur électrique);
 - couleur;
 - nombre de places assises, y compris la place du conducteur: avant/arrière;
 - (pour les motos équipées d'un side-car comportant un ou plusieurs sièges uniquement:) autres places;
 - nombre d'essieux;

- g) pour les autobus et les autocars:
- carburant;
 - puissance en kW;
 - cylindrée (cm³) (sauf moteur électrique);
 - couleur;
 - nombre de places assises, y compris la place du conducteur;
 - autres places;
 - dimensions hors tout (mm): longueur / largeur / hauteur;
 - masse maximale autorisée (kg);
 - masse maximale autorisée (kg) pour: essieu 1 / essieu 2 / essieu 3 / essieu 4;
 - nombre d'essieux;
 - dimensions des pneumatiques: essieu 1 / essieu 2 / essieu 3 / essieu 4;
 - (pour la catégorie des autobus uniquement:) nombre de places debout;
- h) pour les remorques et les semi-remorques:
- dimensions hors tout (mm): longueur / largeur / hauteur;
 - masse maximale autorisée (kg);
 - masse maximale autorisée (kg) pour: essieu 1 / essieu 2 / essieu 3 / essieu 4 / point d'attelage;
 - nombre d'essieux;
 - dimensions des pneumatiques: essieu 1 / essieu 2 / essieu 3 / essieu 4;
 - (pour les remorques de personnes uniquement:) nombre de places assises.
- f) pour les tracteurs agricoles et industriels ainsi que pour les machines automotrices:
- carburant;
 - couleur;
 - nombre de places assises avant, y compris la place du conducteur;
 - nombre d'essieux;
 - (pour la catégorie des machines automotrices qui, par construction, dépassent une vitesse de 40 km/h uniquement:) puissance en kW et cylindrée (cm³) (sauf moteur électrique);
3. Les cartes d'immatriculation des véhicules automoteurs, remorques, véhicules forains et roulottes immatriculés entre le 30 juin 1975 et le 1^{er} août 1980 indiquent en outre la capacité de remorquage du moteur, s'il s'agit d'un véhicule automoteur et le numéro d'immatriculation du ou des véhicules tracteurs, la ou les masse(s) maximale(s) autorisé(es) de la semi-remorque et de l'ensemble. Elles n'indiquent pas les dimensions des pneumatiques.
- Les cartes d'immatriculation des véhicules automoteurs immatriculés avant le 1^{er} juillet 1975 comportent en plus l'indication de la capacité de remorquage du moteur, celles relatives à l'année de fabrication, au nombre de cylindres, à l'alésage et à la course du moteur, et, pour les véhicules automoteurs affectés au transport de choses, la capacité sur attelage. Elles n'indiquent pas les dimensions des pneumatiques.
- Les cartes d'immatriculations des remorques, véhicules forains et roulottes immatriculés avant le 1^{er} juillet 1975 comportent en plus des indications dont question au paragraphe 2 précédent des indications relatives à l'empattement, le porte-à-faux utile, le frein de secours et le frein de service.
4. Exceptionnellement des cartes d'immatriculation d'une durée de validité limitée à 2 mois peuvent être délivrées. Elles portent la mention «carte d'immatriculation provisoire».
5. Les données nominatives reprises sous 3, 4, 5, 6 et 7 de la carte d'immatriculation sont limitées à un seul propriétaire ou détenteur.
- Si le propriétaire et le détenteur sont des personnes différentes, ou s'il y a plusieurs propriétaires ou détenteurs, la demande en obtention de la carte d'immatriculation doit préciser le nom de la personne à faire figurer sur la carte d'immatriculation. Cette personne doit remplir les conditions du chiffre 3 sous c) de l'article 95.»

Article XXIII

L'article 94 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

«**Art. 94.-** Aucun cycle à moteur auxiliaire ne peut être vendu, cédé, mis ou maintenu en circulation sans que le type du véhicule ait été agréé par le ministre des Transports. Un rapport d'agrément est délivré par le ministre des Transports, sur demande écrite de l'importateur ou du constructeur et après examen du type de véhicule et de la documentation technique concernant cette matière par l'organisme chargé du contrôle technique.

Tout cycle à moteur auxiliaire mis en circulation au Luxembourg par une personne physique qui y a sa résidence normale, ou par une personne morale qui y a son siège social, ou conduit au Luxembourg par une personne qui y a sa résidence normale doit être couvert par une carte d'identité à partir de la première mise en circulation au Luxembourg et jusqu'à l'exportation ou la destruction définitive du véhicule. Cette carte d'identité est délivrée par le ministre des Transports après examen du véhicule. Elle porte un numéro d'identité, les nom et adresse du propriétaire ou détenteur du cycle à moteur auxiliaire ainsi que les principales caractéristiques techniques du véhicule qui doivent correspondre aux données techniques du rapport d'agrément prémentionné.

Le numéro d'identité est attribué par le ministre des Transports et doit être reproduit en couleur noire sur fond jaune sur une plaque fixée visiblement à l'arrière du véhicule.

La délivrance de la carte d'identité est subordonnée en outre à la présentation de l'attestation d'un contrat d'assurance valable et au paiement de la taxe spéciale prévue par la réglementation concernant cette matière. La validité de cette carte cesse à partir du moment que l'une quelconque des inscriptions y figurant ne correspond plus aux caractéristiques du véhicule auquel elle se rapporte.

Les prescriptions des trois alinéa qui précèdent sont également applicables lorsque les cycles à moteur auxiliaire y visés changent de propriétaire ou de détenteur. Lorsque le propriétaire ou détenteur d'un tel véhicule change de domicile, il doit présenter sa carte d'identité dans le délai d'un mois au ministre des Transports qui y inscrit sans frais la nouvelle adresse. Lorsque le propriétaire ou détenteur d'un tel véhicule cède, vend, exporte ou détruit son véhicule, il doit en informer par écrit le ministre des Transports, dans le mois, même si la cession ou la vente n'est que conditionnelle.

Article XXIV

Les articles 94bis et 94ter modifiés de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité sont abrogés.

Article XXV

1. Le deuxième alinéa du chiffre 1) de l'article 95 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

«Pour chaque véhicule soumis à l'immatriculation au Luxembourg, la délivrance de la carte d'immatriculation est subordonnée à la production au ministre des Transports d'une attestation de police d'assurance répondant à la législation en vigueur relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automobiles. Cette attestation doit être conforme à un modèle agréé par le ministre des Transports et comporter au moins les indications suivantes: numéro d'immatriculation et numéro de châssis du véhicule, nom, prénom et adresse de l'assuré, nom et signature de la compagnie d'assurance, dates de début et d'expiration du contrat d'assurance.»

2. Le premier alinéa du chiffre 3) dudit article 95 est remplacé par le texte suivant:

«3) La carte d'immatriculation est seulement délivrée après vérification du véhicule et constatation de sa situation régulière dans le pays au point de vue, d'une part, des droits d'entrée et des mesures de prohibition, de restriction ou de contrôle applicables à l'importation et, d'autre part, de la taxe sur la valeur ajoutée, ainsi qu'après vérification du domicile, de la résidence ou de l'occupation professionnelle de son propriétaire ou détenteur au Luxembourg.»

3. La lettre A) du chiffre 3) dudit article 95 est remplacée par le texte suivant:

«A) Quant à la réglementation douanière, l'une ou l'autre des pièces ci-après:

- a) la vignette 705 prévue par la réglementation douanière de l'UEBL portant la référence
 - soit aux documents douaniers ayant couvert l'importation en UE BL du véhicule ou l'importation des pièces ayant servi à son assemblage ou à sa construction;
 - soit aux documents et preuves établissant le caractère communautaire du véhicule;
- b) une demande d'immatriculation dûment complétée et munie d'une vignette ATV apposé par l'administration des douanes;
- c) une attestation du directeur des douanes, établissant la situation régulière du véhicule dans le pays au point de vue de la réglementation douanière.

Pour les véhicules qui avaient déjà été immatriculés à titre définitif au Luxembourg, hormis ceux ayant fait l'objet d'une admission temporaire au moment de leur immatriculation, et qui changent de propriétaire, aucune pièce ne devra être produite.

Pour les véhicules qui avaient déjà été immatriculés à titre définitif en Belgique, et qui changent de propriétaire, le certificat d'immatriculation belge ou un document délivré par les autorités compétentes belges et comportant les données signalétiques de ce certificat d'immatriculation doit être produit. Si le certificat d'immatriculation belge ou le document qui en tient lieu porte l'empreinte du cachet «Douane - Admission en franchise temporaire», une des pièces mentionnées sous a), b) ou c) ci-dessus est requise.»

4. La lettre b) sous B) du chiffre 3) dudit article 95 est remplacée par le texte suivant:

«b) une facture ou un document en tenant lieu;».

5. Le chiffre 3) dudit article 95 est complété par une nouvelle lettre C) libellée comme suit:

«C) quant à la situation régulière dans le pays du propriétaire ou détenteur du véhicule à immatriculer:

Le propriétaire ou détenteur dont le nom figurera sur la carte d'immatriculation du véhicule doit avoir sa résidence normale ou son siège social au Luxembourg, à moins de justifier d'une résidence secondaire ou d'attaches professionnelles dans le pays, requérant à titre exceptionnel une immatriculation au Luxembourg.

A ces fins les données nominatives figurant sur la demande en obtention d'une carte d'immatriculation doivent correspondre avec celles du répertoire général des personnes physiques et morales. A défaut, l'intéressé est tenu de produire selon le cas un certificat de résidence, une attestation du registre des firmes, un certificat de l'administration communale attestant la propriété d'un logement que le propriétaire occupe effectivement comme résidence secondaire ou un certificat d'affiliation d'un organisme de sécurité sociale attestant une activité professionnelle au Luxembourg, accompagné d'un titre justificatif concernant l'intérêt particulier d'immatriculer le véhicule au Luxembourg.»

6. Le chiffre 8) dudit article 95 est remplacé par le texte suivant;

«8) Les demandes en obtention d'une carte d'immatriculation pour un taxi ou une voiture de location doivent être accompagnées d'une copie certifiée conforme de l'autorisation de faire le commerce de laquelle il ressort que le propriétaire ou détenteur est autorisé à faire du transport rémunéré de personnes au moyen de taxis ou de voitures de location.»

7. Le chiffre 9) abrogé dudit article 95 est réintroduit avec le libellé suivant:

«9) Les documents de bord d'un véhicule présenté à l'immatriculation doivent être exhibés sur réquisition du personnel chargé des opérations d'immatriculation.»

Article XXVI

Le paragraphe 5. de l'article 102bis modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

«5. Suite à l'application du gravillons sur un tronçon de route, la vitesse y est limitée à 50 km/h pendant la période de consolidation de l'enduit.»

Article XXVII

La lettre b) du troisième alinéa de l'article 139 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 est remplacée par le texte suivant:

«b) Il est interdit de conduire une machine automotrice d'un poids propre inférieur ou égal à 400 kg à une vitesse supérieure à 25 km/h et une machine automotrice d'un poids propre supérieur à 400 kg à une vitesse supérieure à 40 km/h.»

Article XXVIII

Le quatrième alinéa de l'article 143 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

«A l'exception des cyclo-cross et des courses se déroulant sur circuit fermé, toute course cycliste doit être précédée et suivie d'un véhicule automoteur équipée d'un feu jaune clignotant. Le véhicule précédant la course doit en outre être muni d'un panneau portant lisiblement vers l'avant sur fond jaune l'inscription en noir «course cycliste». Le véhicule suivant la course doit en outre être muni d'un panneau portant lisiblement vers l'avant et vers l'arrière sur fond jaune l'inscription en noir «fin de course». Ces panneaux doivent avoir au moins les dimensions de 1,20 m x 0,40 m.»

Article XXIX

L'article 144 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

«Art. 144

A. Pendant la nuit, les véhicules automoteurs en mouvement, autres que les machines, les tracteurs agricoles et les motocycles, doivent être éclairés à l'avant par les feux suivants:

- 1° Dans les agglomérations pourvues d'un éclairage suffisant, par les feux-croisement.
- 2° En dehors des agglomérations, si l'éclairage de la chaussée est continu et permet au conducteur de voir distinctement jusqu'à une distance suffisante, par les feux-croisement.
- 3° Aux endroits non pourvus d'un éclairage suffisant, soit par les feux-route, soit par les feux-croisement.

Le conducteur doit cependant faire usage des feux-route lorsque, eu égard à sa vitesse, son champ de visibilité est insuffisant pour circuler en toute sécurité.

Toutefois, aux endroits non pourvus d'un éclairage suffisant, l'utilisation des feux-croisement est obligatoire:

- a) avant le croisement d'un autre véhicule ou d'un piéton au moins à une distance telle que la circulation puisse se dérouler aisément et sans danger;
- b) avant la rencontre d'un véhicule sur rails ou d'un bateau approchant en sens contraire sur la voie qui lui est propre et qui longe la voie publique, si le conducteur du véhicule sur rails et du bateau peut être incommodé par les feux-route;
- c) dans tous les cas où cela est nécessaire, notamment pour chaque véhicule qui en suit un autre à faible distance, sauf si le conducteur du véhicule effectue une manœuvre de dépassement.

- 4° En cas de brouillard épais ou de chutes de neige ou de pluie intenses réduisant la visibilité à moins de 100 m, les feux-croisement doivent être utilisés au lieu des feux-route. Les feux-croisement peuvent être remplacés ou complétés par les feux-brouillard.

Les feux-brouillard ne doivent être utilisés qu'en cas de brouillard ou de chute de neige ou de pluie simultanément avec les feux arrière et sans que les feux-route soient allumés en même temps.

- 5° Les feux-route et les feux-croisement peuvent être allumés simultanément dans les circonstances où l'emploi des feux-route est autorisé.

Dans tous les cas où l'usage des feux-route, des feux-croisement ou des feux-brouillard est autorisé, les feux-position peuvent être allumés simultanément.

Les feux-position doivent être allumés en même temps que les feux-croisement, si aucun point de la plage éclairante de ceux-ci ne se trouve à moins de 400 mm du gabarit du véhicule.

L'emploi de plus de quatre feux-route, de plus de deux feux-croisement ou de plus de deux feux-brouillard est interdit.

- 6° Si le véhicule est équipé d'un phare mobile prévu à l'article 42, 1 sous c) ou à l'article 42bis, 1 sous c), celui-ci ne doit être utilisé que simultanément avec les feux-croisement et les feux-arrière. Toutefois, il peut être utilisé simultanément avec les feux-brouillard ou les feux-position, si l'usage de ces feux est autorisé. L'emploi du phare mobile est interdit pour l'éclairage de la chaussée et à l'approche d'un autre véhicule.

- B. A la tombée et au lever du jour ainsi que de jour lorsque les circonstances notamment d'ordre atmosphérique l'exigent, les véhicules automoteurs en mouvement visés au premier alinéa sous A ci-dessus doivent être éclairés à l'avant par les feux-croisement.

Toutefois, en cas de brouillard ou de chutes de neige les prescriptions du paragraphe 4° ci-dessus sont applicables. L'usage du phare mobile doit répondre aux prescriptions du paragraphe 6°.

- C. Dès la tombée et jusqu'au lever du jour ainsi que de jour lorsque les circonstances notamment d'ordre atmosphérique l'exigent, les véhicules automoteurs en mouvement visés au premier alinéa sous A ci-dessus doivent être signalés à l'arrière par les feux prévus à l'article 42, 2. sous a) et b) ou à l'article 42bis, 2. sous a) et b).

Les feux-brouillard rouges arrière ne doivent être utilisés qu'en cas de brouillard épais, réduisant la visibilité à moins de 50 m et simultanément avec les feux arrière.

- D. Dès la tombée de la nuit et jusqu'au lever du jour, ainsi que de jour lorsque les circonstances notamment d'ordre atmosphérique l'exigent, les véhicules automoteurs visés au premier alinéa sous A dont la largeur dépasse 2,00 m sans dépasser 2,50 m, peuvent être éclairés, en outre, par les feux d'encombrement. Cet éclairage est obligatoire pour les véhicules automoteurs dont la largeur dépasse 2,50 m, hormis pour les machines et les véhicules spéciaux de l'Armée.»

Article XXX

L'article 145 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

«**Art. 145.-** Dès la tombée de la nuit et jusqu'au lever du jour ainsi que de jour lorsque les circonstances notamment d'ordre atmosphérique l'exigent, les véhicules automoteurs visés au premier alinéa sous A de l'article 144, se trouvant à l'arrêt ou en stationnement sur la voie publique, doivent être signalés:

1° à l'avant, par les feux-position;

2° à l'arrière, par les feux dont le véhicule est muni à cet effet à la face arrière.

Néanmoins, par temps de brouillard épais ou de chutes de neige ou de pluies intenses réduisant la visibilité à moins de 100 m, les véhicules automoteurs précités se trouvant à l'arrêt ou en stationnement en dehors d'une agglomération doivent être signalés à l'avant par les feux-croisement ou les feux-brouillard ou simultanément par ces feux. Si ces véhicules ou leurs remorques sont équipés à l'arrière d'un ou de deux feux-brouillard rouges, l'usage de ces feux est également autorisé par le temps de brouillard épais réduisant la visibilité à moins de 50 m et simultanément avec les feux-arrière.

Dans les agglomérations, par visibilité normale, les véhicules munis d'un feu de stationnement en conformité des dispositions de l'article 44, peuvent faire usage de ce feu en remplacement des feux visés sous 1° et 2° ci-dessus, à condition qu'aucune remorque ne soit accouplée à ces véhicules. Dans ce cas, les véhicules doivent être signalés par le feu stationnement placé sur la face latérale opposée au bord de la chaussée le long duquel ils sont rangés.

L'usage du phare mobile doit répondre aux prescriptions de l'article 144, paragraphe A, sous 6°.

L'emploi des feux prévus au présent article n'est toutefois pas requis lorsque l'éclairage de la voie publique permet de voir distinctement le véhicule à une distance suffisante.»

Article XXXI

L'article 146 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

«**Art. 146.-** Dès la tombée de la nuit et jusqu'au lever du jour ainsi que de jour lorsque les circonstances notamment d'ordre atmosphérique l'exigent, les tracteurs agricoles en mouvement doivent être éclairés, et leurs conducteurs doivent faire usage des feux conformément aux prescriptions de l'article 144. Si ces véhicules se trouvent à l'arrêt ou en stationnement sur la voie publique, ils doivent être éclairés conformément aux prescriptions de l'article 145.

Les outils portés par les tracteurs ne doivent pas masquer le dispositif d'éclairage, à moins que ce dernier ne soit doublé en sorte à être parfaitement visible pour les autres usagers de la route.

L'intensité lumineuse des feux-croisement déterminée par l'article 42, 1 sous b) et 42bis, 1 sous b) ne s'applique pas aux tracteurs agricoles mis en circulation pour la première fois avant le 1^{er} juillet 1993.»

Article XXXII

Le premier alinéa de l'article 149bis modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

«**Art. 149bis.-** De jour, les conducteurs de motocycles doivent circuler avec le ou les feux-croisement allumés. Les conducteurs de cycles à moteur auxiliaire peuvent allumer le ou les feux avant de leur véhicule.

Sans préjudice des dispositions de l'alinéa qui précède les prescriptions concernant l'éclairage des motocycles et des cycles à moteur auxiliaire sont intégralement applicables aux motocoupés assimilés respectivement à l'une ou à l'autre de ces deux catégories de véhicules pour autant que l'emploi des dispositifs d'éclairage prescrits par les articles 41quinquies, 43 et 43bis est conforme aux règles d'utilisation des articles 148 et 149.»

Article XXXIII

L'article 149ter de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est supprimé.

Article XXXIV

Les deuxième et troisième alinéas de l'article 154 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité sont remplacés par le texte suivant:

«L'usage du feu bleu clignotant visé à l'article 44 n'est autorisé que dans les cas justifiés par l'urgence ou le danger particulier de la mission à remplir.

L'usage du feu orange clignotant visé au même article 44 est obligatoire lorsque le tracteur industriel ou agricole est en circulation sur la voie publique ou immobilisé sur la chaussée en-dehors d'une agglomération. L'usage de ce feu est également obligatoire, lorsqu'un véhicule équipé en dépanneuse ou destiné au transport de véhicules tombés en panne effectue le dépannage ou le transport d'un véhicule.»

Article XXXV

L'article 160bis modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est modifié comme suit:

1. Le paragraphe 2) est remplacé par le texte suivant:

«2) Les passagers qui, dans les voitures automobiles à personnes et dans les véhicules utilitaires, à l'exception des véhicules spéciaux, occupent des places entières qui ne font pas partie de la rangée avant et qui sont tournées vers l'avant du véhicule doivent porter les ceintures prévues à l'article 24quater, paragraphe 7, pour autant que lesdits véhicules sont immatriculés au Luxembourg.

Ces prescriptions ne sont pas applicables, lorsque le véhicule a été mis en circulation avant le 1^{er} octobre 1984 et qu'il n'est pas équipé de ceintures.»

2. Un nouveau paragraphe 3) est inséré derrière le paragraphe 2), les paragraphes 3), 4) et 5) prenant respectivement les numéros 4), 5) et 6). Le nouveau paragraphe 3) est libellé comme suit:

«3) Il est interdit aux conducteurs de voitures automobiles à personnes et de véhicules utilitaires de faire ou de laisser prendre place des enfants âgés de moins de 12 ans à l'avant de ces véhicules, lorsque des places sont disponibles à l'arrière. Cette interdiction en s'applique pas, lorsque la taille de l'enfant atteint au moins 150 cm ou que l'enfant est placé dans un dispositif de retenue spécial, installé sur un siège avant et portant une marque d'homologation délivrée sur base du Règlement (ECE) No 44 révisé, concernant les prescriptions uniformes relatives à l'homologation des dispositifs de retenue pour enfants à bord des véhicules à moteur («Dispositifs de retenue pour enfants»), accepté par règlement grand-ducal du 8 février 1981. L'emploi d'un dispositif de retenue aménagé en sorte que l'enfant qui y prend place, est tourné vers l'arrière, est interdit sur les places auxquelles correspond un système de protection du type air-bag.

Aux places autres que celles de la rangée avant et pour autant que la présence de ces dispositifs est donnée à bord du véhicule, les enfants de moins de 12 ans dont la taille n'atteint pas 150 cm doivent être placés dans un dispositif de retenue spécial répondant aux exigences du premier alinéa du présent paragraphe. A défaut de tels dispositifs, les enfants âgés de trois ans au moins doivent porter la ceinture de sécurité dans les conditions du paragraphe 2); lorsqu'il s'agit d'une ceinture à trois points la seule utilisation de l'élément sous-abdominal de la ceinture est autorisée. Le port de la ceinture est prescrit dans les mêmes conditions pour les personnes adultes dont la taille est inférieure à 150 cm.

Si aux places autres que celles de la rangée avant il y a plus d'enfants que de dispositifs de retenue spéciaux ou de places équipées de ceintures, les dispositifs et les ceintures présents doivent être utilisés dans la mesure où ils sont disponibles, étant entendu qu'aucun des deux enfants qui, d'après l'article 51, ne sont comptés que pour moitié dans le calcul des places, et qui occupent ensemble une place entière, n'est obligé de porter la ceinture.

Le dispositif de retenue doit être installé conformément aux indications du constructeur, et il doit être adapté de manière adéquate à l'enfant, notamment en lui serrant le corps, dès que le véhicule se trouve en mouvement.»

Les prescriptions des trois alinéas qui précèdent s'appliquent également aux places assises des camionnettes.

3. Le paragraphe 3) qui prend le numéro 4), est complété par un deuxième alinéa, libellé comme suit:
«Les passagers doivent utiliser en priorité les places équipées de ceintures.»
4. Le paragraphe 4) qui prend le numéro 5), est remplacé par le texte suivant:
«5) Les prescriptions qui précèdent s'appliquent aux conducteurs et passagers des véhicules visés aux paragraphes 1), 2) et 3) qui sont immatriculés à l'étranger, dans la mesure où ces véhicules sont équipés de ceintures de sécurité ou que des dispositifs de retenue pour enfants se trouvent à bord de ces véhicules, à moins que ces conducteurs et passagers ne soient munis d'autorisations les exemptant du port de la ceinture de sécurité pour des raisons médicales et portant le symbole prévu par l'article 5 de la directive 91/671/CEE du Conseil, du 16 décembre 1991, concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives au port obligatoire de la ceinture de sécurité dans les véhicules de moins de 3,5 t.»
5. Le paragraphe 5) qui prend le numéro 6) est remplacé par le texte suivant:
«6) Les prescriptions du présent article ne sont pas applicables
 - a) aux conducteurs et passagers des véhicules, lorsqu'ils assurent, à l'intérieur d'une agglomération, une distribution de porte-à-porte nécessitant des descentes répétées du véhicule;
 - b) aux personnes justifiant d'une contre-indication médicale grave au port de la ceinture de sécurité et munies d'une autorisation délivrée par le ministre des Transports.

Cette autorisation est établie sur production d'un certificat médical récent, indiquant la nature et la durée de la contre-indication médicale, ainsi que sur avis motivé de la commission médicale prévue à l'article 90. L'autorisation doit être exhibée sur réquisition des agents chargés du contrôle de la circulation. Elle porte le symbole prévu par l'article 5 de la directive 91/671/CEE précitée;
 - c) aux conducteurs qui exécutent une marche en arrière;
 - d) aux conducteurs de taxis et de voitures de location, pendant qu'ils assurent le transport d'un client;
 - e) aux membres de la gendarmerie et de la police lors de l'exécution d'un service pour l'accomplissement duquel le port de la ceinture de sécurité constitue une gêne;
 - f) aux personnes occupant un strapontin, une banquette auxiliaire rabattable à usage occasionnel ou une place assise sur le plancher de la caisse ainsi qu'aux handicapés physiques occupant un siège amovible dans un véhicule aménagé à cet effet.»

Article XXXVI

Le chiffre 4° du premier alinéa de l'article 173bis de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

- «4° soit accompagné d'un document douanier d'admission temporaire ou, à défaut, d'une autorisation spéciale délivrée par les autorités douanières, sauf s'il s'agit d'une remorque ou d'une semi-remorque de provenance communautaire.»

Article XXXVII

La date d'échéance du 31 décembre 1992 prévue dans la disposition transitoire du paragraphe 3 de l'article 25ter modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacée par celle du 31 mars 1993.

Article XXXVIII

Notre Ministre des Transports, Notre Ministre de la Force Publique, Notre Ministre des Finances et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial et qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1993.

Le Ministre des Transports,
Robert Goebbels

Le Ministre de la Force Publique,
Jacques F. Poos

Le Ministre des Finances,
Jean-Claude Juncker

Le Ministre de la Justice,
Marc Fischbach

Château de Berg, le 16 décembre 1992.
Jean

Grossherzogliches Reglement vom 16. Dezember 1992, welches den grossherzoglichen Beschluss vom 23. November 1955 über die Regelung des Verkehrs auf allen öffentlichen Strassen abändert und ergänzt.

Wir JEAN, von Gottes Gnaden, Grossherzog von Luxemburg, Herzog zu Nassau;

Gesehen das Gesetz vom 14. Februar 1955 über die Reglementierung des Verkehrs auf allen öffentlichen Strassen sowie es in der Folge abgeändert und ergänzt wurde;

Gesehen den grossherzoglichen Beschluss vom 23. November 1955 über die Regelung des Verkehrs auf allen öffentlichen Strassen, sowie er in der Folge abgeändert und ergänzt wurde;

Gesehen das Gutachten der Handelskammer vom 26. November 1992 und dasjenige der Handwerkskammer vom 2. Dezember 1992, nach Anfragen eines Gutachtens der Landwirtschaftskammer;

Gesehen den Artikel 27 des Gesetzes vom 8. Februar 1961 über die Organisation des Staatsrates, und in Anbetracht der Dringlichkeit;

Auf den Bericht Unseres Verkehrsministers, Unseres Ministers der Öffentlichen Macht, Unseres Finanzministers und Unseres Justizministers und nach Beratung des Regierungsrates;

Beschliessen:

ARTIKEL I

1. Die Ziffer 23° des abgeänderten Artikels 2 des grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 über die Regelung des Verkehrs auf allen öffentlichen Strassen wird am Ende durch einen neuen Satz mit folgendem Text ergänzt:
«Im Sinne des gegenwärtigen Beschlusses werden die Begriffe «höchstzulässige Masse», «Eigenmasse» und «Lademasse» mit derselben Bedeutung gebraucht wie die respektiven Begriffe «höchstzulässiges Gesamtgewicht», «Eigengewicht» und «Ladegewicht».»
2. Die Ziffer 42° desselben Artikels 2 wird durch einen Buchstaben d) mit folgendem Text ergänzt:
«d) Achse mit Luftfederung: Achse die mit einer Aufhängungsanlage ausgerüstet ist deren Federungseffekt zu mindestens 75 % durch eine Luftvorrichtung gewährleistet ist oder Achse die mit nach Anlage III der abgeänderten Richtlinie 85/3/EWG des Rates vom 19. Dezember 1984 über die Gewichte, Ausmasse und über gewisse andere technischen Daten von gewissen Strassenfahrzeugen als ebenbürtig anerkannt ist.»
3. Derselbe Artikel 2 wird durch eine neue Ziffer 47°, die vor die Uebergangsbestimmungen eingefügt wird, mit folgendem Text ergänzt:
«47° Fahrzeughalter: jede andere physische oder moralische Person als der Eigentümer deren Eigenschaften gemäss dem Fall in dem Fahrzeugausweis oder der Identitätskarte für Fahrrad mit Hilfsmotor eingetragen sind.»

ARTIKEL II

Der vorerwähnte grossherzogliche Beschluss vom 23. November 1955 wird nach dem Artikel 42ter durch einen Artikel 42quater mit folgendem Text ergänzt:

«**Artikel 42 quater.** - Die industriellen und landwirtschaftlichen Traktoren die ab dem 1. Juli 1993 zum ersten Mal in Verkehr gebracht werden müssen den Bestimmungen des Artikel 42ter entsprechen.

Ausserdem müssen sie mit einem festen Sockel mit sieben Polen versehen sein, übereinstimmend mit der Norm 150 R/1724, der die Versorgung der Licht- und Beleuchtungsanlagen des Handwerkszeugs, der Maschinen und der Fahrzeuge die daran angekuppelt sind, gewährleistet. Die Traktoren, die den Bestimmungen der Richtlinie 75/323/EWG des Rates vom 20. Mai 1975 zur Ausgleichung der Rechtsvorschriften der Mitgliedsstaaten über die Steckdose, die an den landwirtschaftlichen oder forstwirtschaftlichen Traktoren auf Rädern für die Versorgung der Licht- und Beleuchtungsanlagen des Handwerkszeugs, der Maschinen und der Anhänger, die zum Gebrauch in der Landwirtschaft oder Forstwirtschaft bestimmt sind, angebracht sind entsprechen, leisten dieser Bestimmung Genüge.»

ARTIKEL III

1. Der erste Satz des zweiten Absatzes des abgeänderten Artikels 44 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:
«Die Abschleppwagen, die Fahrzeuge, die zur Beförderung von liegengelassenen oder verunfallten Fahrzeugen bestimmt sind, und, ab dem 1. Juli 1993, die industriellen und landwirtschaftlichen Traktoren, müssen mit einem oder zwei nach allen Seiten sichtbaren gelben Blinklichtern versehen sein.»
2. Der vierte Absatz des Paragraphen 1. desselben abgeänderten Artikels 44 wird durch folgenden Text ersetzt:
«Diese Begrenzungsleuchten und diese Rückstrahler sind obligatorisch wenn die Breite des Fahrzeugs 2,50 m übersteigt, mit Ausnahme der Spezialfahrzeuge der Armee.»

ARTIKEL IV

Der abgeänderte Artikel 45 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23 November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

«**Artikel 45.** Die Vorderseite der Anhänger, der Jahrmarktfahrzeuge und der Wohnwagen, die breiter als das Zugfahrzeug sind, muss mit wenigstens zwei Begrenzungsleuchten die den Bestimmungen des Artikels 44, Absätze 3,4 und 5 entsprechen und so angebracht sein, dass sie die Breite des Fahrzeuges erkennen lassen.

Die Rückseite der Anhänger, der Jahrmarktfahrzeuge und der Wohnwagen muss mit den im Artikel 42ter, 2 unter a) und b) vorgesehenen Leuchten, sowie mit 2 roten Rückstrahlern, welche die Form eines gleichseitigen Dreiecks haben, dessen eine Spitze nach oben gerichtet ist, und die den Vorschriften des Artikels 42ter, 2 unter c) entsprechen versehen sind. Diese Rückstrahler müssen einem, von einem Mitgliedsstaat der Europäischen Gemeinschaft, genehmigten Typ entsprechen und mindestens 150 mm und höchstens 200 mm Seitenlänge haben; die Rückstrahler die den Bestimmungen der Richtlinie 76/757/EWG des Rates vom 27 Juli 1976 zur Ausgleichung der Rechtsvorschriften der Mitgliedsstaaten über die Rückstrahler der Kraftfahrzeuge und ihrer Anhänger entsprechen, leisten den Bestimmungen des gegenwärtigen Absatzes Genüge.

In Abweichung zu vorstehendem Absatz,

- muss die Rückseite der Fahrzeuge, die zum ersten Mal vor dem 1 Januar 1979 in Betrieb gesetzt wurden, mit den Leuchten die im Artikel 42bis, 2 unter a) und b) vorgesehen sind versehen sein, sowie mit 2 roten Rückstrahlern, welche die Form eines gleichseitigen Dreiecks haben, dessen eine Spitze nach oben gerichtet ist, und die den Vorschriften des Artikels 42bis, 2 unter c) entsprechen;
- muss die Rückseite der Fahrzeuge, die zum ersten Mal vor dem 1. Januar 1967 in Betrieb gesetzt wurden, mit den Leuchten die im Artikel 42,2 unter a) und b) vorgesehen sind versehen sein, sowie mit 2 roten Rückstrahlern, welche die Form eines gleichseitigen Dreiecks haben, dessen eine Spitze nach oben gerichtet ist, und die den Vorschriften des Artikels 42,2 unter c) entsprechen.»

ARTIKEL V

Der abgeänderte Artikel 45bis des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

«**Artikel 45bis.** Es ist verboten, die im vorliegenden Abschnitt bezeichneten Fahrzeuge vorne mit mehr als vier Scheinwerfern mit Fernlicht, zwei Scheinwerfern mit Abblendlicht, zwei Lampen mit Standlicht und zwei Nebelscheinwerfern und hinten mit mehr als zwei roten Schlussleuchten auszurüsten. Jedoch dürfen Motorräder vorne nicht mit mehr als zwei Scheinwerfern mit Fernlicht, zwei Scheinwerfern mit Abblendlicht, zwei Lampen mit Standlicht und zwei Nebelscheinwerfern und hinten nicht mit mehr als einer roten Schlussleuchte ausgerüstet sein; die an Motorrädern angebrachten Beiwagen dürfen vorne nicht mit mehr als einer Lampe mit Standlicht und hinten nicht mit mehr als einer roten Schlussleuchte ausgerüstet sein. Die Fahrzeuge die der Richtlinie 76/756/EWG des Rates vom 27. Juli 1976 zur Ausgleichung der Rechtsvorschriften der Mitgliedsstaaten über die Ausrüstung der Licht- und Beleuchtungsanlagen der Kraftfahrzeuge und deren Anhänger entsprechen, leisten den Bestimmungen des gegenwärtigen Absatzes Genüge.

Alle Leuchten mit gleichem Namen müssen von gleicher Farbe und von gleicher Beleuchtungsstärke sein. Die gleichnamigen Leuchten und Leuchtenpaare müssen in gleicher Höhe über dem Boden befestigt und symmetrisch auf einer senkrecht zur Längsachse des Fahrzeuges verlaufenden Fläche angebracht sein.

Alle Rückstrahler gleicher Farbe müssen dieselbe reflektierende Lichtstärke haben und auf gleicher Höhe angebracht sein.

Die Weitstrahler der Kraftfahrzeuge müssen automatisch mit den Scheinwerfern mit Fernlicht erlöschen.

Es ist verboten, an den im vorliegenden Absatz bezeichneten Fahrzeugen andere Lichter und Rückstrahler anzubringen, als diejenigen, die dort vorgesehen sind.

Jedoch dürfen die Fahrzeuge der Gendarmerie und der Polizei mit nichtblendenden Leuchttafeln ausgerüstet sein mit der Aufschrift «Gendarmerie» oder «Police». Die Fahrzeuge der Feuerwehr und des Rettungsdienstes, sowie die Fahrzeuge, die dem Strassenhilfsdienst zugeteilt sind, dürfen mit einer nichtblendenden Leuchttafel versehen sein, auf der ein Erkennungszeichen oder eine Aufschrift angebracht ist, welche den Spezialauftrag dieser Fahrzeuge kennzeichnet.

Desweiteren muss jedes Kraftfahrzeug mit Ausnahme der Motorräder und der Touristenbusse, welches einer Fahrschule gehört und zum Fahrunterricht oder zur Abnahme von praktischen Prüfungen dient, mit einer nichtblendenden Leuchttafel versehen sein, die auf der Vorder- und der Rückseite auf weissem Grund in roter Farbe die Aufschrift «AUTO-ECOLE» trägt. Die Beleuchtung der Tafel muss zur gleichen Zeit wie die Abblend- oder die Fernlichter eingeschaltet werden. Wenn das Fahrzeug nicht zum Fahrunterricht oder zur Abnahme von praktischen Prüfungen dient, muss die Tafel abgenommen oder verdeckt werden. Diese Tafel, welche einem vom Verkehrsminister zugelassenen Muster entsprechen muss, muss auf dem Dach des Fahrzeuges angebracht sein; der untere Rand der Tafel muss sich weniger als 150 mm vom Dach des Fahrzeuges entfernt befinden.

Jedes Fahrzeug muss so eingerichtet sein, dass die roten Lichter und die Rückstrahler in keinem Fall von einem Teil des Fahrzeuges oder dessen Ladung verdeckt werden können.

Die Fahrzeuge, die dem Strassendienst zugeteilt sind, können an ihren Wänden durch rückstrahlende Schrägstreifen, die rot und weiss bemalt sind, gekennzeichnet sein.»

ARTIKEL VI

Die Artikeln 45ter, 45quater und 45quinquies des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 sind abgeschafft.

ARTIKEL VII

Der Endsatz des abgeänderten Artikels 49 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

«D) Die Omnibusse und die Touristenbusse deren höchstzulässiges Gesamtgewicht 10t übersteigt, sowie die Lastkraftwagen und die Sattelschlepper deren höchstzulässigen Gesamtgewicht 12t übersteigt, müssen mit einem Geschwindigkeitsbegrenzer ausgerüstet sein, der den Kriterien der Richtlinie 92/6/EWG des Rates vom 10. Februar 1992 über die Ausrüstung und den Gebrauch, in der Europäischen Gemeinschaft, von Geschwindigkeitsbegrenzern in verschiedenen Arten von Kraftfahrzeugen entspricht,

- ab dem 1. Januar 1994, wenn die Fahrzeuge zum erstenmal nach dem 31. Dezember 1993 in Betrieb gesetzt werden,
- ab dem 1. Januar 1995, wenn die Fahrzeuge zwischen dem 1. Januar 1988 und dem 1. Januar 1994 in Betrieb gesetzt wurden,
- ab dem 1. Januar 1996, wenn die Fahrzeuge, die unter dem vorstehenden 2. Gedankenstrich angeführt sind, ausnahmslos zu nationalen Transporten, die keinen Grenzübertritt zulassen, dienen.

Die Höchstgeschwindigkeit des Geschwindigkeitsbegrenzers ist beziehungsweise auf 100 St/km für die im gegenwärtigen Paragraphen angeführten Omnibusse und Touristenbusse und auf 85 St/km für die Lastkraftwagen und Sattelschlepper eingestellt.

E) Anlagen, die dazu bestimmt sind Fahrräder und Rollstühle für körperlich Behinderte mitzuführen, können hinten an den Fahrzeugen befestigt werden, unter der Bedingung

- das Hintere des Fahrzeuges nicht mehr als 1 Meter zu überschreiten,
- nur zum Transport von Fahrrädern und Rollstühlen zu dienen.

Wenn diese Anlage die Leuchten und Rückstrahler, mit denen das Fahrzeug ausgerüstet sein muss, verdeckt oder deren Sichtbarkeit beeinträchtigt, muss die Anlage mit einem zweiten Beleuchtungssystem ausgerüstet sein, das den Betrieb der Fahrzeugleuchten und die vorgeschriebene Sichtbarkeit der Leuchten und Rückstrahler gewährleistet.

Wenn die Anlage das hintere Nummernschild verdeckt oder dessen Sichtbarkeit beeinträchtigt, muss die Anlage mit einem zusätzlichen Nummernschild versehen sein das den Bestimmungen des Artikels 62 und nachfolgenden entspricht.

F) Die Vorschriften der Paragraphen A), B) und C) sind weder anwendbar auf die Arbeitsmaschinen, noch auf die Spezialfahrzeuge der Armee, noch auf die Fahrzeuge der Feuerwehr.

Die Vorschriften des Paragraphen D) sind weder anwendbar auf die Fahrzeuge der Armee, der Gendarmerie, der Polizei, der Protection Civile und der Feuerwehr und der anderen Dringlichkeitsdienste, noch auf die Fahrzeuge, die die dort vorgesehenen Geschwindigkeiten nicht überschreiten, noch auf die Fahrzeuge, die zu wissenschaftlichen Versuchen auf der Strasse benutzt werden, noch auf die Omnibusse die nur den öffentlichen Transport innerorts bewerkstelligen.

ARTIKEL VIII

1. Der zweite und der dritte Satz des ersten erklärenden Absatzes unter 2) des ersten Absatzes des abgeänderten Artikels 51 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 werden durch folgenden Text ersetzt:

«Jedem Sitzplatz müssen entweder Fussrasten oder ein Teil des Wagenaufbaus und dessen Zubehörs entsprechen, die den beförderten erwachsenen Personen das Aufstellen der Füsse erlaubt.»

2. Der dritte Satz des ersten erklärenden Absatzes unter 3) des ersten Absatzes desselben Artikels 51 wird durch folgenden Text ersetzt:

«Die Bestimmungen des vorliegenden Absatzes sind weder auf Motorräder, noch auf Fahrzeuge die eigens zur Beförderung in Rollstühlen von körperlich Behinderten eingerichtet sind, noch auf die Plätze der Spezialfahrzeuge die nicht zur vorderen Reihe gehören, anwendbar; die Fahrzeuge, die regelmässig zum Transport von Behinderten dienen, müssen mit einer genügenden Anzahl von Verankerungen und Sicherheitsgurten für die zu befördernden Personen ausgestattet sein, es sei denn, sie wären durch ebenbürtige Rückhalteanlagen ausgestattet.»

3. Der zweite erklärende Absatz unter 3) desselben Artikels 51 wird durch folgenden Text ersetzt:

«Kinder unter 12 Jahren, deren Körpergrösse keine 150 cm erreicht, zählen nur zur Hälfte, sofern sie einen Sitzplatz oder einen Hilfssitz eingenommen haben, der nicht zu der vorderen Reihe gehört.»

4. Der fünfte Absatz desselben Artikels 51 ist abgeschafft.

ARTIKEL IX

Die zweite Absätze der Paragraphen 12. und 14. des abgeänderten Artikels 54 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 werden durch folgenden Text ersetzt:

«Für die Berechnung der zugelassenen Fahrgäste zählen Kinder unter 12 Jahren, deren Körpergrösse keine 150 cm erreicht, für 2/3.»

ARTIKEL X

Der abgeänderte Artikel 58 des grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

«**Artikel 58.** - Die technische Kontrolle, wie sie der Artikel 1 und der abgeänderte Artikel 4 des Gesetzes vom 14. Februar 1955 über die Reglementierung des Verkehrs auf allen öffentlichen Strassen vorschreibt, begreift die Kontrolle der Uebereinstimmung der Fahrzeuge mit den Vorschriften dieses Beschlusses, sowie mit denen der abgeänderten europäischen Richtlinien 70/156/CEE des Rates, vom 6. Februar 1970, betreffend der Uebereinstimmung der Gesetzgebung der verschiedenen Mitgliedsstaaten, über die Abnahme der Kraftfahrzeuge und ihre Anhänger, mit der Richtlinie 92/61/CEE des Rates, vom 30. Juni 1992, über die Zulassung der Kraftfahrzeuge mit 2 oder 3 Rädern und mit den spezifischen Richtlinien, welche nacheinander vom Rat oder der Kommission der europäischen Gemeinschaft im Bereich der Abnahme der Fahrzeuge verordnet wurden. Die Kontrolle begreift die Ausstattung des Fahrzeugs, sein Gewicht und Abmasse, seine schädlichen Abgase und die angemessene technische und reglementarische Wartung.

Ein Fahrzeug, welches der Beschreibung des Erbauers nicht entspricht, wird nicht zum Verkehr zugelassen. Die Behörde, welche zuständig ist für die technische Kontrolle kann vom Eigentümer oder vom Inhaber eines Fahrzeuges eine Bescheinigung verlangen, dass das Fahrzeug die Kriterien erfüllt, wie sie die abgeänderte Richtlinie 70/61/CEE oder die vorhergenannte Richtlinie 92/61/CEE vorschreiben oder wenn nicht anders möglich, eine Bestätigung, ausgestellt von dem Erbauer, welche die technischen Gegebenheiten beinhaltet, wozu die Systeme, Bestandteile und technische Gegebenheiten des Fahrzeuges gerechnet und verwirklicht wurden.

Jede Umänderung oder Reparatur an einem Fahrzeug, welche eine der technischen Gegebenheiten ändert, wie sie die obengenannten Richtlinien im ersten Absatz vorschreiben oder welche seine Sicherheit gefährdet, bedingt die Erstellung einer Bescheinigung der Person, welche die Umänderung oder die Reparatur vorgenommen hat, dass dies nicht im Widerspruch mit den vorgenannten Richtlinien ist, und dass dies volle Gewähr für die Sicherheit bietet.

Es ist verboten, die Herstellungsnummern des Motors und des Fahrgestells zu entstellen, umzuändern, wegzunehmen oder zu ersetzen. Wird der Motor oder ein Teil des Motors, des Fahrgestells oder ein Teil des Fahrgestells ersetzt, ist es verboten, die Herstellungsnummer des ersetzten Teiles oder eine andere Nummer in den neuen Motor, des neuen Fahrgestells oder in den neuen Teil einzutragen, es sei denn, es wurde vorher vom Transportminister erlaubt.

ARTIKEL XI

Der abgeänderte Artikel 59 des vorhergenannten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

«Artikel 59.

1. Die Fahrzeuge, wie sie der abgeänderte Artikel 4 des vorerwähnten Gesetzes vom 14. Februar 1955 beschreibt, müssen unbeladen und in einem genügend sauberen Zustand zur technischen Kontrolle vorgeführt werden.
2. Während der technischen Kontrolle eines Fahrzeuges wird ein technischer Bericht in Form einer Lochkarte, wo alle die zu kontrollierende Elemente aufgebracht sind, von der Behörde erstellt, welche sich um die technische Kontrolle kümmert.
3. Die festgestellten Mängel und Unübereinstimmigkeiten laut den reglementarischen Vorschriften werden auf diesem Bericht durch eine einfache oder doppelte Lochung, je nach dem Ausmass des festgestellten Mangels oder der reglementarischen Unübereinstimmigkeit, gegenüber des zutreffenden Organs oder defekten oder nicht reglementarischen Elements des kontrollierten Fahrzeuges vermerkt.

Jeder schwerwiegende Mangel, welcher ein Gefahr für die Verkehrssicherheit darstellen könnte, oder die anderen Verkehrsteilnehmer oder die zu transportierende Personen hindern könnte, sowie jede grössere reglementarische Unübereinstimmigkeit wird auf dem technischen Bericht durch eine doppelte Lochung vermerkt. Jeder anderer Mangel oder reglementarische Unübereinstimmigkeit wird durch eine einfache Lochung vermerkt.

4. Nach Einsicht des technischen Gutachtens, stellt der Transportminister dem Eigentümer oder Inhaber des kontrollierten Fahrzeuges ein Bescheinigung der technischen Kontrolle aus. Die technische Kontrollbescheinigung gibt die an dem kontrollierten Fahrzeug festgestellten technischen Mängel und reglementarischen Unübereinstimmigkeiten je nach Wichtigkeit an. Sie gibt ausserdem auch seine Gültigkeitsdauer an. Sollten die festgestellten Mängel eine direkte Gefahr für den Verkehr darstellen, trägt die technische Kontrollbescheinigung den Vermerk: «Véhicule interdit à la circulation».

5. Wenn eine oder mehrere doppelte Lochungen auf dem technischen Gutachten vorhanden sind, wird eine technische Kontrollbescheinigung mit einer Gültigkeitsdauer von 21 Tagen ausgestellt. Während dieser Zeitspanne deckt diese Bescheinigung das Fahrzeug in Luxemburg während der Fahrt:
- zwischen der technischen Kontrollstation und dem Ort, wo das Fahrzeug stillgelegt, ausgebessert oder zerstört wird,
 - zwischen der technischen Kontrollstation und dem Wohnort oder der Residenz des Eigentümers oder Halters des Fahrzeugs,
 - zwischen dem letztgenannten Ort und dem Ort, wo das Fahrzeug stillgelegt, ausgebessert oder zerstört wird,
 - zwischen dem Ort der Ausbesserung und der technischen Kontrollstation.

Nach der Ausbesserung dieser Mängel und Wiederherstellung der Unübereinstimmigkeiten, deckt die erwähnte Kontrollbescheinigung das Fahrzeug ebenfalls auf allen anderen Fahrten.

Der Eigentümer oder Inhaber eines Fahrzeugs, dessen Bescheinigung den Vermerk «véhicule interdit à la circulation» trägt, verfügt über eine Frist von 48 Stunden, um das Fahrzeug von der technischen Kontrollstelle zu dem Ort abzuschleppen oder zu befördern, wo es stillgelegt, ausgebessert oder zerstört wird.

6. Trägt der technische Kontrollbericht keine, beziehungsweise nur einzelne Lochungen, wird eine Bescheinigung für die legale Dauer ausgestellt.

Die legale Dauer wird berechnet:

- vom Tag der technischen Kontrolle an, falls es sich um ein Fahrzeug handelt, welches das erste Mal in Luxemburg zugelassen wird oder den Eigentümer ändert, oder, im Falle einer periodischen Kontrolle, bevor Ablauf der Gültigkeitsdauer der Bescheinigung, welche sie vorher gedeckt hat;
- vom Tag des Ablaufs der alten Bescheinigung in allen anderen Fällen, ohne dass die Gültigkeitsdauer der zu erstellenden neuen Bescheinigung weniger als 1 Monat sein darf, im Falle wo die periodische Kontrolle halbjährig ist; sie beläuft sich auf 3 Monate, im Falle wo diese periodische Kontrolle mehr als 6 Monate beträgt.

ARTIKEL XII

Der abgeänderte Artikel 60 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

«**Artikel 60.** - Es ist verboten, die in dem abgeänderten Artikel 4 des vorerwähnten Gesetzes vom 14. Februar 1955 bezeichneten Fahrzeuge im Verkehr zu lassen, ohne dass sie durch eine gültige technische Kontrollbescheinigung gedeckt sind.»

Im Falle eines nicht durch eine gültige technische Kontrollbescheinigung gedeckten Fahrzeuges, kann dieses nur durch eine Verladung zur technischen Kontrolle, auf Grund eines durch den Besitzer oder Fahrzeuginhaber an den Transportminister zu richtenden schriftlichen Antrages, zu der für Fahrtauglichkeit bestimmten technischen Kontrollstation, herbeigeführt werden.

Im Falle eines Verstosses gegen die Vorschriften des vorliegenden Artikels, wird der Fahrzeugausweis durch den Verkehrsminister entzogen.

ARTIKEL XIII

Der abgeänderte Artikel 65 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955, wird am Ende durch einen neuen fünften Absatz, wie folgt verfasst:

«Mit der Auflage die durch Beschluss des Benelux Ministerrates M (92) 13 vom 2. Dezember 1992 festgelegten Gebrauchsregeln zu beachten, werden die belgischen Handelstafeln und die niederländischen Handelserkennungstafeln den roten Erkennungstafeln gleichgestellt.»

ARTIKEL XIV

Im Paragraph 5 des abgeänderten Artikels 72 und im fünften Abschnitt unter 1) des Buchstaben A) und unter 2) des Buchstaben B des abgeänderten Artikels 73 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird der Begriff: «Verhältnis Kraft/Gewicht» durch «Verhältnis Kraft/Eigengewicht» ersetzt.

ARTIKEL XV

Der abgeänderte Artikel 74 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch einen 5. Paragraphen ergänzt, welcher wie folgt verfasst ist:

«5. Ein ausländischer Führerschein wird nicht anerkannt, wenn zum Zeitpunkt der Aushändigung, der normale Wohnsitz oder das Studium des Inhabers weniger als sechs Monate im Lande welches den Führerschein ausgestellt hat, beträgt.»

ARTIKEL XVI

Die Ziffer 3) des 6. Paragraphen des abgeänderten Artikel 76 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

«3) selbstfahrende Arbeitsmaschinen.»

ARTIKEL XVII

Der erste Satz des dritten Abschnitts des 1. Paragraphen des abgeänderten Artikels 79 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

«Der Fahrschülerausweis hat eine einjährige Gültigkeitsdauer.»

ARTIKEL XVIII

Der erste Abschnitt des 2. Paragraphen des abgeänderten Artikels 81 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

«2. Die Kandidaten der Klassen A unter 3) und F des Führerscheins können nicht an der theoretischen Prüfung teilnehmen bevor sie das sechzehnte Lebensjahr erreicht haben.»

ARTIKEL XIX

Der dritte Satz des zweiten Abschnitts des abgeänderten Artikels 84 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

«Die ausländischen Führerscheine, die dem luxemburgischen Führerschein «Fahrlehrer» oder «Fahrlehrer-Lehrling» entsprechen, werden nicht überschrieben. Dasselbe gilt für Inhaber ausländischer Führerscheine, wo der Inhaber seinen normalen Wohnsitz, zum Zeitpunkt der Ausstellung des Führerscheines, in Luxemburg hatte; es sei denn er kann einen Studienaufenthalt von mindestens sechs Monaten im Lande welches den Führerschein ausgestellt hat, nachweisen.»

ARTIKEL XX

Der erste Abschnitt des Paragraphen C des abgeänderten Artikels 88 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

«Die im abgeänderten Artikel 12 des vorerwähnten Gesetzes vom 14. Februar 1955 vorgesehene Blutentnahme darf nur von einem Arzt, der in der im Memorial, in Ausführung von Artikel 8 des Gesetzes vom 10. Juli 1901 über die Ausübung der Heilkunde, veröffentlichten Liste eingetragen ist, vorgenommen werden, oder in einem Sanitätszentrum und unter Verantwortung eines Arztes, von einem Krankenpfleger, einem Laboranten oder einem medizinisch-technischen Assistenten, die vom Staate diplomiert sind.»

ARTIKEL XXI

Der abgeänderte Artikel 92 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

«**Artikel 92.-**

1. Jedes Kraftfahrzeug mit Ausnahme der Kraftfahrzeuge für Invaliden, deren Höchstgeschwindigkeit, nach ihrer Bauart, 6 km pro Stunde nicht übersteigt, der Arbeitsmaschinen mit Motorantrieb unter 400 kg Eigengewicht und der Strassenlokomotiven mit Dampfantrieb sowie alle von einem Kraftfahrzeug gezogenen Anhänger, Jahrmarktfahrzeuge und Wohnwagen, die einer natürlicher Person gehören, deren Wohnsitz sich in Luxemburg befindet oder die einer juristischen Person gehören, deren Geschäftssitz sich in Luxemburg befindet, müssen von der ersten Inbetriebnahme in Luxemburg bis zur Ausfuhr oder der endgültigen Zerstörung des Fahrzeuges durch einen luxemburgischen Fahrausweis gedeckt sein.»

Dieselbe Vorschrift gilt für die, im vorhergehenden Absatz aufgezählten Fahrzeuge, die in Luxemburg verkehren und den natürlichen Personen gehören, deren Wohnsitz nicht in Luxemburg liegt oder juristischen Personen gehören, deren Gesellschaftssitz sich nicht in Luxemburg befindet, wenn diese Fahrzeuge natürlichen Personen, deren Gesellschaftssitz sich in Luxemburg befindet, zur Verfügung gestellt werden.

Die Personen, die ihren Wohnsitz oder ihren Geschäftssitz in Luxemburg einrichten, verfügen über eine Frist von sechs Monaten um sich an die vorhergehenden Verfügungen zu richten, wenn sie Eigentümer oder Halter eines in Luxemburg immatrikulierten Fahrzeuges sind, oder wenn sie ein solches Fahrzeug, das einer Person die nicht ihren Wohnsitz oder ihren Geschäftssitz in Luxemburg hat, zur Verfügung gestellt bekommen, nützen.

Die Fahrzeuge, die einer natürlichen oder juristischen Person gehören, die ihren Wohnsitz oder ihren Geschäftssitz in einem anderen Land der Europäischen Gemeinschaft hat und der es dort erlaubt ist Mietwagen ohne Fahrzeugführer zu benutzen, können in Luxemburg von einer Person, die dort ihren Wohnsitz hat, gefahren werden, unter der Bedingung, dass das Fahrzeug im Rahmen eines Mietvertrages dieser Person zur Verfügung gestellt wird und dass es vor Mitternacht des darauffolgenden Tages, an dem es zur Verfügung gestellt wurde, wieder exportiert wird. Die Angestellten dieser Firmen können, auch wenn sie ihren Wohnsitz in Luxemburg haben, die so bezeichneten Fahrzeuge dort führen, wenn sie sie an den Ausgangsort der Miete zurückführen.

2. Bei Strassenlokomotiven mit Dampfantrieb ersetzt die durch den grossherzoglichen Beschlusses vom 21. Juni 1898 über die Dampfkessel vorgesehenen Betriebsermächtigung den Fahrzeugausweis.
3. Für die mit roten Erkennungstafeln versehenen Fahrzeuge ersetzt die vom Verkehrsminister ausgestellte besondere Identitätskarte den Fahrzeugausweis. Die belgischen oder niederländischen Zulassungsdokumente ersetzen für die Fahrzeuge, die im fünften Abschnitt des Artikels 65 erwähnt sind, die Identitätskarte.
4. Die Gültigkeit des Fahrzeugausweises, der die in Artikel 62 unter h) bezeichneten Fahrzeuge deckt, erlischt am Ende des Jahres, dessen Jahreszeit mit den zwei letzten Ziffern der auf diesem Ausweis vermerkten Jahreszahl übereinstimmt. In keinem Fall kann seine Gültigkeit, bei provisorischen Immatrifikationen, die im Laufe der drei letzten Monate des vorhergehenden Jahres getätigt wurden, die Dauer des laufenden Jahres übersteigen. Doch kann nach Ablauf der vorerwähnten Gültigkeitsdauer eine neue provisorische Immatrikulation gewährt und ein neuer Fahrzeugausweis ausgestellt werden, sofern die Gültigkeitsdauer der dazugehörenden Zolldokumente nicht abgelaufen ist.

Der Fahrzeugausweis, der die Artikel 62 unter h) bezeichneten Fahrzeuge deckt, enthält einen Streifen, auf dem die zwei letzten Ziffern der Jahreszahl des Jahres, an dessen Ende die Gültigkeit der provisorischen Immatrikulation abläuft, eingetragen werden.

ARTIKEL XXII

Der abgeänderte Artikel 93 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

«Artikel 93. -

1. Der Fahrzeugausweis der Kraftfahrzeuge, der Anhänger, der Sattelanhänger, der Jahrmarktfahrzeuge und der Wohnwagen die in Luxemburg immatrikuliert sind, enthält die folgende Angaben:

Grossherzogtum Luxemburg
 TRANSPORTMINISTERIUM

FAHRZEUGAUSWEIS

L

- (1) Immatrikulationsnummer:
- (2) Datum der ersten Inbetriebnahme in einem anderen Land:
- Datum der ersten Inbetriebnahme in Luxemburg:
- (3) Eigentümer oder Halter:
- (4) Name:
- (5) Vornamen:
- (6) Strasse und Nr.:
- (7) Wohnort:
- (8)
- Luxemburg, den
- Unterschrift des Verkehrsministers
oder seines Delegierten
- (9) Art des Fahrzeuges:
- (10) Form desWagenaufbaus:
- (11) Erbauer (Fabrikmarke):
- (12) Typ/Modell:
- (14) Kraftstoff:
- (15) Leistungen in kW: (16) Hubraum (ccm):
- (17) Farbe:
- (18) Zahl der Sitzplätze
- | | Vorne | Hinten | Stehplätze |
|-----------------------------------|-------|--------|------------|
| einschliesslich Führersitz: | | | |
- (19) Andere Plätze:
- (20) Äussere
- | | Länge | Breite | Höhe |
|---------------------|-------|--------|------|
| Ausmass (mm): | | | |
- (21) Eigenmasse (kg) (22) Höchstzulässige Masse (kg):
- (23) Höchstzulässige
- | | Achse 1 | Achse 2 | Achse 3 | Achse 4 | Anhängepunkt |
|-----------------|---------|---------|---------|---------|--------------|
| Masse (kg) für: | | | | | |
- (24) Beschränkung der höchstzulässigen Masse (kg):
- mit Zugfahrzeug Immatrikulation Nr Fahrgestell Nr
- (25) Höchstzulässige Masse
desAggregates von gekuppelten Fahrzeugen (kg):
- (26) Anhängemasse:
- (27) Zahl der Achsen: Gesamt: Einzel: Tandem: Tridem:
- (28) Ausmasse der Bereifung:
- | | | | | | | |
|--|---------|-------|---------|-------|---------|-------|
| | Achse 1 | | Achse 2 | | Achse 3 | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
- (29) Abnahmenummer:
- (30) Bemerkungen:

2. Die Fahrzeugausweise aller in Luxemburg immatrikulierten Fahrzeuge beinhalten die Angaben betreffend die unter den Rubriken 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 und 21 des Fahrzeugausweises befindlichen Daten, wenn diese Daten anwendbar sind.

Soweit diese Daten auf die betroffenen Fahrzeugkategorien anwendbar sind, beinhaltet der Fahrzeugausweis ausserdem die Angaben betreffend die folgenden Daten:

- a) für die Personenkraftfahrzeuge, die Kombiwagen, die Nutzfahrzeuge und die Lieferwagen:
- Kraftstoff;
 - Leistung in kW;
 - Hubraum (ccm) (ausser Elektromotor);
 - Farbe;
 - Zahl der Sitzplätze einschliesslich Führersitz:Vorne / Hinten;
 - andere Plätze;
 - höchstzulässige Masse (kg);
 - Anhängemasse;
 - Zahl der Achsen;
 - (nur für die Ausbildungsfahrzeuge:) äussere Ausmasse (mm): Länge / Breite / Höhe.
- b) für die Lastkraftwagen und die Sattelschlepper:
- Kraftstoff;
 - Leistungen in kW;
 - Hubraum (ccm) (ausser Elektromotor);
 - Farbe;
 - Zahl der Sitzplätze, einschliesslich Führersitz:Vorne / Hinten;
 - andere Plätze;
 - äussere Ausmasse (mm): Länge / Breite / Höhe;
 - höchstzulässige Masse (kg);
 - höchstzulässige Masse (kg) für: Achse 1 / Achse 2 / Achse 3 / Achse 4;
 - Zahl der Achsen;
 - Ausmasse der Bereifung: Achse 1 / Achse 2 / Achse 3 / Achse 4;
 - (nur für die Fahrzeuge aus der Kategorie der Lastkraftwagen die mit einer Anhängerkupplung ausgestattet sind und deren höchstzulässige Masse 16.000 kg übersteigt, sowie für die Fahrzeuge aus der Kategorie der Sattelschlepper:) höchstzulässige Masse des Aggregates von gekuppelten Fahrzeugen (kg);
- c) für die Spezialfahrzeuge:
- Kraftstoff;
 - Leistung in kW;
 - Hubraum (ccm) (ausser Elektromotor);
 - Farbe;
 - Zahl der Sitzplätze, einschliesslich Führersitz:Vorne / Hinten;
 - Anhängemasse;
 - äussere Ausmasse (mm): Länge / Breite / Höhe;
- d) für die gezogenen Fahrzeuge deren Geschwindigkeit 25 km/h nicht übersteigt:
- Zahl der Achsen;
- e) für die Abschleppwagen:
- Kraftstoff;
 - Leistung in kW;
 - Hubraum (ccm) (ausser Elektromotor);
 - Farbe;
 - Zahl der vorderen Sitzplätze, einschliesslich Führersitz;
 - höchstzulässige Masse (kg);
 - höchstzulässige Masse (kg) für: Achse 1 / Achse 2 / Achse 3 / Achse 4;
 - Zahl der Achsen;
 - Ausmasse der Bereifung: Achse 1 / Achse 2 / Achse 3 / Achse 4;
- f) für die Motorräder:
- Kraftstoff;
 - Leistung in kW;
 - Hubraum (ccm) (ausser Elektromotor);
 - Farbe;
 - Zahl der Sitzplätze, einschliesslich Führersitz:Vorne / Hinten;
 - (nur für die Motorräder die mit einem Beiwagen mit einem oder mehreren Plätzen ausgestattet sind:) andere Plätze;
 - Zahl der Achsen;

- g) für Omnibusse und Touristenbusse:
- Kraftstoff;
 - Leistung in kW;
 - Hubraum (ccm) (ausser Elektromotor);
 - Farbe;
 - Zahl der Sitzplätze, einschliesslich Führersitz;
 - andere Plätze;
 - äussere Ausmasse (mm): Länge / Breite / Höhe;
 - höchstzulässige Masse (kg);
 - höchstzulässige Masse (kg) für: Achse 1 / Achse 2 / Achse 3 / Achse 4;
 - Zahl der Achsen;
 - Ausmasse der Bereifung: Achse 1 / Achse 2 / Achse 3 / Achse 4;
 - (nur für die Kategorie der Omnibusse:) Zahl der Stehplätze;
- h) für die Anhänger und Sattelschlepper:
- äussere Ausmasse (mm): Länge / Breite / Höhe;
 - höchstzulässige Masse (kg);
 - höchstzulässige Masse (kg) für Achse 1 / Achse 2 / Achse 3 / Achse 4 / Anhängerpunkt;
 - Zahl der Achsen;
 - Ausmasse der Bereifung: Achse 1 / Achse 2 / Achse 3 / Achse 4;
 - (nur für die zur Personenbeförderung bestimmten Anhänger): Zahl der Sitzplätze;
- i) für landwirtschaftliche und industrielle Traktoren sowie für Arbeitsmaschinen:
- Kraftstoff;
 - Farbe;
 - Zahl der vorderen Sitzplätze, einschliesslich Führersitz;
 - Zahl der Achsen;
 - (nur für die Kategorien der Arbeitsmaschinen, die nach ihrer Bauart eine Geschwindigkeit von 40 km/h überschreiten:) Leistung in kW und Hubraum (ccm) (ausser Elektromotor);
3. Die Fahrzeugausweise der Kraftfahrzeuge, Anhänger, Jahrmarktfahrzeuge und Wohnwagen, die zwischen dem 30. Juni 1975 und dem 1. August 1980 immatrikuliert wurden, geben ausserdem das Zugvermögen des Motors, wenn es sich um ein Kraftfahrzeug handelt, und die Immatrikulationsnummer des oder der Zugfahrzeuge, die höchstzulässige(n) Masse(n) des Sattelanhängers und des Aggregates an. Sie geben nicht die Ausmasse der Bereifung an.
- Die Fahrzeugausweise der Kraftfahrzeuge, die vor dem 1. Juli 1975 immatrikuliert wurden, beinhalten zusätzlich der Angabe des Zugvermögens des Motors, diejenigen betreffend das Baujahr die Zylinderzahl, die Bohrung und den Hub des Motors und, für die zur Güterbeförderung bestimmten Fahrzeuge, das Anhängervermögen. Sie geben nicht die Ausmasse der Bereifung an.
- Die Fahrzeugausweise der Anhänger, Jahrmarktfahrzeuge und Wohnwagen, die vor dem 1. Juli 1975 immatrikuliert wurden, beinhalten zusätzlich der Angaben des vorhergehenden Paragraphen 2, Angaben betreffend den Radstand, den nützlichen Ueberhang, die Notbremse und die Betriebsbremse.
4. Ausnahmsweise können Fahrzeugausweise ausgestellt werden, deren Gültigkeitsdauer auf 2 Monate begrenzt ist. Sie tragen den Vermerk «Provisorischer Fahrzeugausweis».
5. Die unter 3,4,5,6 und 7 des Fahrzeugausweises angeführten namentlichen Angaben sind auf einen einzigen Besitzer oder Halter begrenzt.
- Wenn der Besitzer und der Halter verschiedene Personen sind, oder wenn es mehrere Besitzer oder Halter gibt, muss der Antrag zur Erlangung eines Fahrzeugausweises den Namen der Person präzisieren, der auf dem Fahrzeugausweis figurieren soll. Diese Person muss die Bedingungen der Ziffer 3 unter c) des Artikels 95 erfüllen.»

ARTIKEL XXIII

Der abgeänderte Artikel 94 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

«**Artikel 94.** - Kein Fahrrad mit Hilfsmotor darf verkauft, abgetreten, in Verkehr gesetzt oder im Verkehr gehalten werden, ohne dass der Typ des Fahrzeugs vom Verkehrsminister anerkannt wurde. Eine Zulassungsbescheinigung wird vom Verkehrsminister, auf schriftlichen Antrag des Einfuhrhändlers oder des Herstellers, nach Ueberprüfung des Fahrzeugtyps und der entsprechenden technischen Bauangaben durch das mit der technischen Kontrolle beauftragte Organ, ausgestellt.

Jedes Fahrrad mit Hilfsmotor, das in Luxemburg von einer physischen oder juristischen Person, die ihren normalen Wohnsitz oder ihren Gesellschaftssitz in Luxemburg hat in den Verkehr gesetzt wird, oder das in Luxemburg von einer Person, die dort ihren normalen Wohnsitz hat, gesteuert wird, muss von der ersten Inbetriebnahme in Luxemburg, bis zur Ausfuhr oder endgültigen Zerstörung des Fahrzeugs durch eine Identitätskarte gedeckt sein. Diese Identitätskarte wird durch den Verkehrsminister nach Ueberprüfung des Fahrzeugs ausgestellt. Sie trägt eine Identitätsnummer, den Namen und die Adresse des Besitzers oder Halters des Fahrrads mit Hilfsmotor, sowie die hauptsächlichsten technischen Merkmale des Fahrzeugs, die mit den technischen Angaben der vorerwähnten Zulassungsbescheinigung übereinstimmen müssen.

Die Identitätsnummer wird vom Verkehrsminister zugeteilt und muss in schwarzer Farbe auf gelbem Grund auf einer an der Rückseite des Fahrzeugs sichtbar angebrachten Tafel aufgetragen werden.

Ausserdem unterliegt die Ausgabe der Identitätskarte der Vorlage eines gültigen Versicherungsvertrages und der Entrichtung der in der diesbezüglichen Reglementierung vorgesehenen Spezialtaxe. Die Gültigkeitsdauer dieser Karte hört in dem Augenblick auf, wo irgendeine der darauf vermerkten Angaben nicht mehr mit den Merkmalen des Fahrzeugs übereinstimmt, auf das sie sich bezieht.

Die Vorschriften der drei vorhergehenden Absätze sind ebenfalls anwendbar, falls die darin bezeichneten Fahrräder mit Hilfsmotor den Besitzer oder Halter wechseln. Wenn der Eigentümer oder Halter eines solchen Fahrzeugs den Wohnsitz wechselt, muss er seine Identitätskarte innerhalb eines Monats dem Verkehrsminister vorlegen, der darauf die neue Anschrift kostenlos einträgt. Wenn der Eigentümer oder der Halter eines solchen Fahrzeuges sein Fahrzeug abtritt, verkauft, ausführt oder zerstört, muss er innerhalb eines Monats den Verkehrsminister davon schriftlich in Kenntnis setzen, selbst wenn die Abtretung oder der Verkauf nur bedingt erfolgt ist.

ARTIKEL XXIV

Die abgeänderten Artikel 94bis und 94ter des grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 sind abgeschafft.

ARTIKEL XXV

1. Der zweite Absatz unter 1) des abgeänderten Artikels 95 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

«Für jedes Fahrzeug, das der Zulassung im Grossherzogtum Luxemburg unterliegt, ist die Ausgabe des Fahrzeugausweises abhängig von der Vorlage beim Transportministerium einer gültigen Versicherungsbescheinigung, welche der bestehenden Gesetzgebung über die vorgeschriebene Kraftfahrzeughaftpflichtversicherung entspricht. Diese Bescheinigung muss gleichlautend sein mit einer vom Transportministerium zugelassenen Vorlage und muss wenigstens folgende Hinweise beinhalten: Immatrikulationsnummer und Fahrgestellnummer des Fahrzeuges, Name, Vorname und Adresse des Versicherten, Name und Unterschrift der Versicherungsgesellschaft, Datum des Inkrafttretens und des Ablaufes des Versicherungsvertrages.»

2. Der erste Absatz unter 3) des besagten Artikels 95 wird durch folgenden Text ersetzt:

«3) Der Fahrzeugausweis wird nur ausgestellt nach Ueberprüfung des Fahrzeuges und nachdem festgestellt wurde, dass, in bezug auf die Bestimmungen betreffend einerseits die Zollabgaben und die bei der Einfuhr zu beachtenden Verbots-, Einschränkungs- und Kontrollmassnahmen, und andererseits in bezug auf die Mehrwertsteuer, das Fahrzeug sich hierlands rechtmässig in Ordnung befindet, sowie nach Ueberprüfung des Wohnortes, des Wohnsitzes oder der beruflichen Tätigkeit seines Besitzers oder Halters in Luxemburg.»

3. Der Buchstabe A unter 3) des besagten Artikels 95 wird durch folgenden Text ersetzt:

«A) Hinsichtlich der Zollbestimmungen das eine oder andere der nachstehend aufgeführten Dokumente:

- a) den Vordruck 705, welcher durch die Zollbestimmung der belgisch-luxemburgischen Wirtschaftsunion vorgesehen ist, bezugnehmend
 - sei es auf die Zollvorkerkehrsscheine, die zur Einfuhr in die belgisch-luxemburgische Wirtschaftsunion oder zur Einfuhr der Teile, die zu seiner Herstellung oder seinem Bau gedient haben;
 - sei es auf die Dokumente und Beweise die die gemeinschaftsrechtlichen Merkmale des Fahrzeuges belegen;
- b) einen Antrag zur Erlangung eines Fahrzeugausweises welcher gebührend ausgefüllt und mit einer, von der Zollverwaltung angebrachten ATV Marke versehen ist;
- c) eine Bescheinigung des Zolldirektors aus welcher hervorgeht, dass hinsichtlich der Zollschriften das Fahrzeug hierlands in Ordnung ist.

Das Vorlegen eines Dokumentes ist nicht erforderlich für Fahrzeuge, die schon einmal endgültig in Luxemburg, aber nicht im freien Zollverkehr zugelassen waren und den Eigentümer wechseln.

Für die Fahrzeuge, die schon einmal endgültig in Belgien zugelassen waren und den Eigentümer wechseln, muss der belgische Zulassungsschein oder ein von der zuständigen belgischen Behörde ausgehändigtes Dokument mit den Angaben dieses Zulassungsscheins vorgelegt werden. Falls der belgische Zulassungsschein oder das ihm gleichgestellte Dokument den Stempelaufdruck «Douane belge - Admission en franchise temporaire» trägt, wird eines der unter a), b) oder c) vorerwähnten Dokumente verlangt.»

4. Der Buchstabe b) unter B) unter 3) des besagten Artikels 95 wird durch folgenden Text ersetzt:
«b) eine Rechnung oder ein Dokument, die diese ersetzen;»
5. Die Ziffer 3) des besagten Artikels 95 wird durch einen neuen Buchstaben C) ergänzt, der wie folgt lautet:
«C) Hinsichtlich der ordnungsgemässen Lage im Land des Besitzers oder des Halters des zu immatrikulierenden Fahrzeugs.
Der Besitzer oder Halter dessen Name auf dem Fahrzeugausweis steht, muss seinen normalen Wohnsitz oder seine gesellschaftliche Niederlassung in Luxemburg haben, ausser wenn er einen zweiten Wohnsitz oder berufliche Verbindungen in dem Land nachweisen kann, aus welchem er ausnahmsweise eine Immatrikulation in Luxemburg ersucht.
Zu diesem Zweck müssen die namentlichen Angaben, welche auf dem Antrag zur Erlangung eines Fahrzeugausweises stehen, mit denjenigen der allgemeinen Eintragsliste der physischen und moralischen Personen übereinstimmen. Ist dies nicht der Fall, ist der Interessent gehalten, ein Certifikat des Wohnsitzes, eine Bescheinigung des Firmenregisters, ein Certifikat der Gemeindeverwaltung vorzulegen, welche den Besitz einer Unterkunft bescheinigen, die wirklich vom Eigentümer als Zweit-Wohnsitz benutzt wird, oder ein Angehörigkeits-Certifikat zu einem sozialen Versicherungsunternehmen vorzulegen, welches eine berufliche Tätigkeit in Luxemburg bescheinigt, begleitet von einem rechtfertigenden Beweisstück, was das besondere Interesse, das Fahrzeug in Luxemburg zu immatrikulieren betrifft.»
6. Die Ziffer 8) des besagten Artikels 95 wird durch folgenden Text ersetzt:
«8) Die Anträge zur Erlangung eines Fahrzeugausweises für ein Taxi oder einen Leihwagen müssen von einer beglaubigten Abschrift der Handlungsgenehmigung begleitet sein, aus welcher hervorgeht dass der Besitzer oder Halter berechtigt ist, Transport von Personen mit Hilfe von Taxis oder Leihwagen gegen Entgelt zu verrichten.»
7. Die abgeschaffte Ziffer 9) des besagten Artikels 95 wird mit folgendem Wortlaut wieder eingeführt:
«9) Die Bordpapiere eines Fahrzeuges das zur Immatrikulation vorgeführt wird, müssen auf Anfrage des mit den Immatrikulationsarbeiten beauftragten Personals vorgezeigt werden.»

ARTIKEL XXVI

Der 5. Absatz des abgeänderten Artikels 102bis des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

«5. Nach dem Auftragen von Splitt auf einem Strassenabschnitt ist die Geschwindigkeit auf 50 km/h begrenzt während der Zeit, in der sich der Belag festigt.»

ARTIKEL XXVII

Der Buchstabe b) des dritten Absatzes des abgeänderten Artikels 139 des grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

«b) Es ist verboten, eine Arbeitsmaschine mit einem Eigengewicht von unter oder gleich 400 kg mit einer Geschwindigkeit von über 25 km/h zu steuern und eine Arbeitsmaschine mit einem Eigengewicht von über 400 kg mit einer Geschwindigkeit von über 40 km/h zu steuern.»

ARTIKEL XXVIII

Der vierte Absatz des abgeänderten Artikels 143 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschluss wird durch folgenden Text ersetzt:

«Jedem Fahrradwettbewerb, mit Ausnahme der Querfeldeinrennen und der Rennen auf geschlossenem Rundkurs muss je ein Fahrzeug voraus fahren und folgen, das mit einem gelben Blinklicht ausgerüstet ist. Das Fahrzeug das dem Rennen vorausfährt, muss ausserdem mit einem Schild versehen sein, das nach vorne sichtbar, in schwarzer Farbe auf gelbem Grund die Aufschrift «course cycliste» trägt. Das Fahrzeug das dem Rennen folgt, muss ausserdem mit einem Schild versehen sein, das nach vorne und nach hinten sichtbar, in schwarzer Farbe auf gelbem Grund die Aufschrift «fin de course» trägt. Diese Schilder müssen wenigstens die Ausmassen 1,20 m x 0,40 m haben.»

ARTIKEL XXIX

Der abgeänderte Artikel 144 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

«Artikel 144.

A. - Während der Nacht müssen Kraftfahrzeuge, die sich in Bewegung befinden, mit Ausnahme der Maschinen, der landwirtschaftlichen Traktoren und der Motorräder, vorne mit folgenden Lichtern beleuchtet sein:

- 1° Innerhalb der mit einer ausreichenden Beleuchtung versehenen Ortschaften, mit den vorgesehenen Scheinwerfern mit Abblendlicht.
- 2° Ausserhalb der Ortschaften, wenn die Beleuchtung der Fahrbahn durchgehend ist und dem Fahrzeugführer gestattet, genügend weit deutlich zu sehen, mit den vorgesehenen Scheinwerfern mit Abblendlicht.

- 3° An den nicht mit einer ausreichenden Beleuchtung versehenen Stellen, entweder mit den vorgesehenen Scheinwerfern mit Fernlicht oder mit den vorgeschriebenen Scheinwerfern mit Abblendlicht.
Der Fahrzeugführer muss jedoch die Scheinwerfer mit Fernlicht gebrauchen, wenn in Anbetracht der Geschwindigkeit seine Sicht nicht ausreicht, um in voller Sicherheit zu fahren.
Jedoch ist an den nicht mit einer ausreichenden Beleuchtung versehenen Stellen der Gebrauch der Scheinwerfer mit Abblendlicht vorgeschrieben:
- vor dem Kreuzen eines anderen Fahrzeuges oder eines Fussgängers und wenigstens in einer solchen Entfernung, dass der Verkehr sich bequem und ohne Gefahr abwickeln kann;
 - vor der Begegnung eines Schienenfahrzeuges oder eines Schiffes, welches sich auf dem ihm eigenen Verkehrsweg, der an der öffentlichen Strasse entlang läuft, aus entgegengesetzter Richtung nähert, wenn der Führer des Schienenfahrzeuges oder des Schiffes durch die Scheinwerfer mit Fernlicht gestört werden kann;
 - in allen Fällen, wo es notwendig ist, insbesondere für jedes Fahrzeug, das einem andern in geringem Abstand folgt, ausgenommen, wenn der Fahrzeugführer ein Ueberholmanöver ausführt.
- 4° Bei dichtem Nebel oder starken Schnee- oder Regenfällen, welche die Sicht auf weniger als 100 m herabsetzen, müssen die Scheinwerfer mit Abblendlicht anstatt der Scheinwerfer mit Fernlicht benutzt werden. Die Scheinwerfer mit Abblendlicht dürfen durch die vorgesehenen Nebelscheinwerfer ersetzt oder ergänzt werden.
Die Nebelscheinwerfer dürfen nur bei Nebel oder bei Schnee- oder Regenfällen gleichzeitig mit den Schlussleuchten benutzt werden, ohne dass zur gleichen Zeit die Scheinwerfer mit Fernlicht brennen.
- 5° Die Scheinwerfer mit Fernlicht und die Scheinwerfer mit Abblendlicht dürfen gleichzeitig brennen im Falle wo der Gebrauch der Scheinwerfer mit Fernlicht gestattet ist. In allen Fällen wo der Gebrauch der Scheinwerfer mit Fernlicht, der Scheinwerfer mit Abblendlicht oder der Nebelscheinwerfer erlaubt ist, dürfen die Lampen mit Standlicht gleichzeitig brennen.
Die vorgesehenen Lampen mit Standlicht müssen gleichzeitig mit den Scheinwerfern mit Abblendlicht gebraucht werden, wenn sich kein Punkt der Lichtaustrittsfläche dieser Scheinwerfer in weniger als 400 mm vom äussersten Fahrzeugumriss befindet.
Der Gebrauch von mehr als vier Scheinwerfern mit Fernlicht, von mehr als zwei Scheinwerfern mit Abblendlicht oder von mehr als zwei Nebelscheinwerfern ist verboten.
- 6° Ist das Fahrzeug mit einem in Artikel 42, 1 unter c) oder in Artikel 42bis, 1 unter c) vorgesehenen Suchscheinwerfer ausgerüstet, so darf dieser nur gleichzeitig mit den Scheinwerfern mit Abblendlicht und den Rückleuchten gebraucht werden. Jedoch darf der Suchscheinwerfer gleichzeitig mit den Nebelscheinwerfern oder den Lampen mit Standlicht benutzt werden wenn der Gebrauch dieser Leuchten erlaubt ist. Der Gebrauch des Suchscheinwerfers zur Beleuchtung der Fahrbahn und beim Herannahen eines anderen Fahrzeuges ist verboten.

B. - Bei der Abend- und Morgendämmerung sowie am Tage, wenn insbesondere die Witterung es erfordert, müssen die im vorstehenden ersten Absatz unter A bezeichneten Kraftfahrzeuge, falls sie in Bewegung sind, vorne mit den Scheinwerfern mit Abblendlicht beleuchtet sein.

Jedoch sind bei Nebel oder Schneefall die Vorschriften des vorstehenden Abschnittes 4° anzuwenden. Der Gebrauch des Suchscheinwerfers muss den Vorschriften des Abschnittes 6° entsprechen.

C. - Vom Beginn der Abenddämmerung bis zur Morgendämmerung sowie am Tage, wenn insbesondere die Witterung es erfordert, müssen die im vorstehenden ersten Absatz unter A bezeichneten Kraftfahrzeuge, falls sie in Bewegung sind, hinten mit den im Artikel 42,2 unter a) und B) oder im Artikel 42bis,2 unter a) und b) vorgesehenen Leuchten gekennzeichnet sein.

Die vorgesehenen roten Nebelschlussleuchten dürfen nur bei dichtem Nebel, der die Sicht auf weniger als 50 m herabsetzt, benutzt werden und zwar gleichzeitig mit den Schlussleuchten.

D. - Vom Beginn der Abenddämmerung bis zur Morgendämmerung sowie am Tage, wenn insbesondere die Witterung es erfordert, dürfen die im vorstehenden ersten Absatz unter A bezeichneten Kraftfahrzeuge, deren Breite 2,00 m übersteigt, ohne jedoch breiter als 2,50 m zu sein, ausserdem mit den vorgesehenen Begrenzungsleuchten kenntlich gemacht sein. Diese Beleuchtung ist für die Kraftfahrzeuge, deren Breite 2,50 m übersteigt, mit Ausnahme der Maschinen und der Spezialfahrzeuge der Armee, obligatorisch.

ARTIKEL XXX

Der abgänderte Artikel 145 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

«**Artikel 145.** Vom Beginn der Abenddämmerung bis zur Morgendämmerung sowie am Tage, wenn insbesondere die Witterung es erfordert, müssen die im vorstehenden Artikel 144. erster Absatz unter A, bezeichneten Kraftfahrzeuge, die auf der öffentlichen Strasse anhalten oder stationieren, kenntlich gemacht sein:

1° vorne, durch Lampen mit Standlicht;

2° hinten, durch die Lampen die an der Hinterseite der Fahrzeuge angebracht sind.

Nichtsdestoweniger müssen bei dichtem Nebel oder starken Schnee- oder Regenfällen welche die Sicht auf weniger als 100 m herabsetzen, die vorerwähnten Kraftfahrzeuge, falls sie ausserhalb einer Ortschaft anhalten oder stationieren, vorne durch die Scheinwerfer mit Abblendlicht oder durch die Nebelscheinwerfer oder gleichzeitig durch diese Lichter kenntlich gemacht sein. Sind diese Fahrzeuge oder ihre Anhänger hinten mit einer oder zwei roten Nebelschlussleuchten ausgerüstet, so ist der Gebrauch dieser Leuchten ebenfalls bei dichtem Nebel, der die Sicht auf weniger als 50 m herabsetzt erlaubt und zwar gleichzeitig mit den Schlussleuchten.

Innerhalb der Ortschaften dürfen, bei normaler Sicht, die Fahrzeuge, die gemäss den Bestimmungen des vorerwähnten Artikels 44 mit einer Stationierungsleuchte ausgerüstet sind, anstatt der vorstehend unter 1° und 2° bezeichneten Leuchten, diese Stationierungsleuchte gebrauchen, unter der Bedingung, dass kein Anhänger an diese Fahrzeuge angekuppelt sei. In diesem Falle müssen die Fahrzeuge mit der Stationierungsleuchte kenntlich gemacht sein, die auf der Längsseite der Fahrzeuge angebracht ist, welche dem Strassenrande gegenüberliegt, längs dem sie abgestellt sind.

Der Gebrauch des Suchscheinwerfers muss den Vorschriften des Artikels 144 Abschnitt A, unter 6° entsprechen.

Der Gebrauch der in gegenwärtigem Artikel vorgesehenen Leuchten ist jedoch nicht erforderlich wenn die Beleuchtung der öffentlichen Strasse es gestattet, das Fahrzeug in genügender Entfernung deutlich zu erkennen.»

ARTIKEL XXXI

Der abgeänderte Artikel 146 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses wird durch folgenden Text ersetzt:

«**Artikel 146.** Vom Beginn der Abenddämmerung bis zur Morgendämmerung sowie am Tage, wenn insbesondere die Witterung es erfordert, müssen landwirtschaftliche Traktoren, falls sie in Bewegung sind, in Gemässheit der Vorschriften des vorstehenden Artikels 144 beleuchtet sein und ihre Fahrer müssen diese Beleuchtung gemäss den Bestimmungen des Artikels 144 benutzen. Wenn diese Fahrzeuge auf der öffentlichen Strasse anhalten oder stationieren, müssen sie in Gemässheit der Vorschriften des Artikels 145 beleuchtet sein.

Die Geräte, die ein Traktor mitführt, dürfen die Beleuchtungsanlage nicht verdecken, es sei denn, die Beleuchtungsanlage wäre doppelt vorhanden, so dass sie für die anderen Verkehrsteilnehmer gut sichtbar wäre.

Die Beleuchtungsstärke des Abblendlichtes, sowie sie im Artikel 42,1 unter b) und 42bis, 1 unter b) vorgesehen ist, ist nicht anwendbar für landwirtschaftliche Traktoren die vor dem 1. Juli 1993 zum ersten Male zugelassen wurden.»

ARTIKEL XXXII

Der erste Abschnitt des umgeänderten Artikels 149bis des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

«**Artikel 149bis.** Am Tage müssen die Motorräder mit dem oder den Abblendlichtern fahren. Die Führer von Fahrrädern mit Hilfsmotor dürfen das Vorderlicht oder die Vorderlichter ihres Fahrzeuges einschalten.

Unbeschadet der Bestimmungen des vorherstehenden Abschnittes sind die Vorschriften betreffend die Beleuchtung der Motorräder und der Fahrräder mit Hilfsmotor vollständig anwendbar auf die Motocoupsés, die der einen oder der anderen dieser beiden Fahrzeugkategorien gleichgestellt sind, unter dem Vorbehalt, dass der Gebrauch der Beleuchtungsvorrichtungen, die den Artikeln 41 quinquies und 43bis vorgeschrieben sind, den Regeln über den Gebrauch der Artikel 148 und 149 entspricht.»

ARTIKEL XXXIII

Der Artikel 149ter des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 ist abgeschafft.

ARTIKEL XXXIV

Der zweite und dritte Abschnitt des abgeänderten Artikels 154 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

«Der Gebrauch des blauen Blinklichts der im Artikel 44 vorgesehen ist, ist nur gestattet in den Fällen, die durch die Dringlichkeit oder die besondere Gefahren des zuerfüllenden Auftrags gerechtfertigt sind.

Der Gebrauch des im selben Artikel 44 vorgesehenen orangefabigen Blinklichts ist vorgeschrieben wenn der industrielle oder landwirtschaftliche Traktor auf der öffentlichen Strasse in Bewegung ist oder ausserorts auf der Fahrbahn steht. Der Gebrauch dieses Lichtes ist ebenfalls vorgeschrieben bei Fahrzeugen die als Abschleppwagen ausgerüstet sind oder die zum Transport von in Panne gefallenen Fahrzeugen dienen, wenn diese Fahrzeuge ein Fahrzeug abschleppen oder befördern.»

ARTIKEL XXXV

Der umgeänderte Artikel 160bis des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird wie folgt umgeändert:

1. Der Paragraph 2) wird durch folgenden Text ersetzt:

«2) Die Mitreisenden, die in den Personenkraftwagen und in Nutzfahrzeugen, mit Ausnahme der Spezialfahrzeuge, ganze Sitzplätze, die nicht zu der vorderen Reihe gehören und die nach vorne gerichtet sind einnehmen, müssen die in Artikel 24quater, Paragraph 7 vorgesehenen Gurte tragen, sofern diese Fahrzeuge in Luxemburg zugelassen sind.

Diese Vorschrift ist nicht anwendbar, wenn das Fahrzeug vor dem 1. Oktober 1984 in Verkehr gesetzt wurde, und wenn es nicht mit Sicherheitsgurten ausgestattet ist.»

2. Ein neuer Paragraph 3) wird hinter Paragraph 2) beigefügt, die Paragraphen 3), 4), und 5) werden als Nummer 4, 5 und 6 numeriert. Der neue Paragraph 3) hat folgenden Wortlaut.
- «3) Fahrern von Personenkraftfahrzeugen und Nutzfahrzeugen ist es verboten Kindern unter 12 Jahren auf den Vorderplätzen Platz anzubieten, oder zuzulassen, dass diese Kinder Platz nehmen, wenn noch hinten Plätze vorhanden sind. Dieses Verbot gilt nicht, wenn die Körpergrösse des Kindes wenigstens 150 cm erreicht, oder wenn das Kind auf einem vorderen Sitz in einer speziellen Rückhaltevorrchtung Platz genommen hat, welches eine Homologationsmarke trägt, die ausgestellt wurde auf Grund des abgänderten Reglements (ECE) No 44, betreffend die Vorschriften über die Homologation von Rückhaltevorrchtungen für Kinder die in Kraftfahrzeugen Platz genommen haben («Rückhaltevorrchtungen für Kinder»), angenommen durch das grossherzogliche Reglement vom 8. Februar 1981. Auf Sitzplätzen die mit einem Sicherheitssystem nach Air-bag-art ausgestattet sind, ist der Gebrauch von Rückhaltevorrchtungen, die entgegen der Fahrtrichtung aufgestellt sind, verboten.
- Auf allen Sitzplätzen, die nicht der vorderen Sitzreihe angehören und falls eine Rückhaltevorrchtung im Fahrzeug vorhanden ist, müssen Kinder unter 12 Jahren und deren Körpergrösse weniger als 150 cm betrügt in einer speziellen Rückhaltevorrchtung sitzen welche den Erfordernissen des ersten Abschnitts dieses Paragraphen entspricht. Ist keine solche Vorrchtung vorhanden, müssen Kinder welche mindestens 3 Jahre alt sind, die Sicherheitsgurte zu den Bedingungen des Paragraphen 2) tragen; handelt es sich um Drei-Punkte Gurte, ist nur das Tragen des Bauchgurtes erlaubt. Dieselbe Bestimmung gilt für Erwachsene deren Körpergrösse kleiner ist als 150 cm.
- Wenn auf Sitzplätzen, die nicht der vorderen Sitzreihe angehören, mehr Kinder sitzen als spezielle Rückhaltevorrchtungen oder Sitzplätze die mit Gurten ausgerüstet sind, vorhanden sind, müssen die Vorrchtungen und die vorhandenen Gurte gebraucht werden u. z. in dem Masse wie sie vorhanden sind; dabei versteht sich, dass keine zwei Kinder, die nach Artikel 51 zusammen einen ganzen Sitzplatz einnehmen, den Sicherheitsgurt tragen müssen.
- Die Rückhaltevorrchtung muss nach den Anweisungen des Erbauers eingerichtet sein und sie muss zweckmässig dem Körper des Kindes angepasst sein, insbesondere indem die Vorrchtung am Körper anliegt, sobald das Fahrzeug in Bewegung ist. Die Vorschriften der drei vorstehenden Abschnitte gelten auch für die Sitzplätze der Lieferwagen.»
3. Der Paragraph 3, der die Nummer 4) trägt, wird durch einen zweiten Abschnitt mit folgendem Wortlaut ergänzt:
«Die Mitreisenden müssen vorrangig die mit Gurten versehene Plätze einnehmen.»
4. Der Paragraph 4, der die Nummer 5) trägt, wird durch folgenden Text ersetzt:
«5) Die vorstehenden Vorschriften sind anwendbar auf die Fahrer und Mitreisende der in den Paragraphen 1), 2), und 3) bezeichneten Fahrzeugen die im Ausland zugelassen sind, sofern diese Fahrzeuge mit Sicherheitsgurten ausgestattet sind, oder Rückhaltevorrchtungen für Kinder vorhanden sind, es sei denn, diese Fahrer oder Mitreisende besässen Ausnahmebescheinigungen, die sie aus medizinischen Gründen vom Tragen des Gurtes entbinden; diese Bescheinigungen tragen das Zeichen, das im Artikel 5 der Richtlinie 91/671/EWG des Rates vom 16. Dezember 1991 vorgesehen ist.»
5. Der Paragraphen 5) der die Nummer 6) trägt wird durch folgenden Text ersetzt:
«6 Die Vorschriften dieses Artikels gelten nicht:
- a) für die Fahrer und Mitreisende der vorerwähnten Fahrzeuge, wenn sie im Innern einer Ortschaft eine Verteilung von Tür zu Tür vornehmen, welche ein wiederholtes Aussteigen aus dem Fahrzeug bedingt;
 - b) für Personen, die eine ernsthafte medizinische Kontraindikation zum Tragen eines Sicherheitsgurtes nachweisen und zu diesem Zweck eine Genehmigung besitzen, die vom Verkehrsminister ausgestellt wurde. Diese Genehmigung wird gegen Vorlage eines ärztlichen Attests neueren Datums ausgestellt, welches die Art und die Dauer der medizinischen Kontraindikation angibt sowie auf das begründete Gutachten hin der im Artikel 90 vorgesehenen Aerkztkommission. Die Genehmigung muss auf Verlangen der mit der Verkehrskontrolle betrauten Agenten vorgezeigt werden. Sie trägt das Zeichen das im Artikel 5 der vorgenannten Richtlinie 91/671/EWG vorgesehen ist;
 - c) für Fahrer, die rückwärts fahren;
 - d) für Fahrer von Taxen und Mietwagen, während sie einen Kunden befördern;
 - e) für die Mitglieder der Gendarmerie und der Polizei bei der Ausübung eines Dienstes, für dessen Durchführung das Tragen des Sicherheitsgurtes eine Behinderung darstellt;
 - f) für Personen, die auf einem Klappsitz, einem zusammenklappbaren Hilfssitz zum gelegentlichen Gebrauch oder einem Sitzplatz auf dem Boden des Ladekastens sitzen sowie für körperlich Behinderte, die auf einem beweglichen Sitz in einem eigens hierzu eingerichteten Fahrzeug sitzen.»

ARTIKEL XXXVI

Die Ziffer 4^o des ersten Abschnitts des Artikel 173bis des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

«4° von einem Zollvorvermerkschein oder von einer Spezialgenehmigung, die durch die Zollbehörden ausgestellt ist, begleitet wird, ausser wenn es sich um einen Anhänger oder einen Sattelanhänger handelt, dessen Herkunftsland ein EG Mitgliedsstaat ist.»

ARTIKEL XXXVII

Das in der Übergangsbestimmung des Paragraphen 3. des abgeänderten Artikels 25ter des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 vorgesehene Verfalldatum vom 31. Dezember 1992 wird durch das vom 31. März 1993 ersetzt.

ARTIKEL XXXVIII

Unser Verkehrsminister, Unser Minister der Oeffentlichen Macht Unser Finanzminister und Unser Justizminister sind, jeder soweit es ihn betrifft, mit der Ausführung des vorliegenden Reglements betraut, das im Memorial veröffentlicht und am 1. Januar 1993 in Kraft treten wird.

Le Ministre des Transports,
Robert Goebbels
Le Ministre de la Force Publique,
Jacques F. Poos
Le Ministre des Finances,
Jean-Claude Juncker
Le Ministre de la Justice,
Marc Fischbach

Schloß Berg, den 16. Dezember 1992.
Jean

Règlement grand-ducal du 16 décembre 1992 modifiant l'arrêté grand-ducal du 23 décembre 1955 fixant le montant de la taxe et les modalités d'application de l'avertissement taxé en matière de circulation routière.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu l'article 15 modifié de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;

Vu l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, tel qu'il a été modifié et complété dans la suite;

Vu l'arrêté grand-ducal du 23 décembre 1955 fixant le montant de taxe et les modalités d'application de l'avertissement taxé en matière de circulation routière, tel qu'il a été modifié et complété dans la suite;

Vu l'article 27 de la loi du 08 février 1961 portant organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre des Transports, de Notre Ministre de la Force Publique, de Notre Ministre des Finances et de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article A

La partie A. «Arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques» du catalogue des avertissements taxés modifié qui figure en annexe de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 fixant le montant de taxe et les modalités d'application de l'avertissement taxé en matière de circulation routière, est modifiée comme suit:

- I.
 1. La rubrique 42-42ter est remplacée par 42-42quater.
 2. A la rubrique 42-42quater les termes «les tracteurs agricoles» sont supprimés dans les phrases introductives aux infractions 01-08, 12-13 et 15 qui sont complétées par un astérisque.
 3. La rubrique 42-42quater est complétée par une nouvelle infraction 16, libellée comme suit:
 «-16* usage d'un tracteur industriel ou agricole qui n'est pas équipé d'un socle fixe à sept pôles, conforme à la norme ISO R/1724 1.500.-»
 4. Les infractions sous 2. et 3. ci-avant sont assorties d'une note en bas de page libellée comme suit:
 «*les présentes dispositions ne s'appliquent pas aux tracteurs agricoles immatriculés pour la première fois avant le 1^{er} juillet 1993.»
- II.
 1. L'infraction 01 de la rubrique 44 est remplacée par le texte suivant:
 «-01 usage d'un véhicule équipé en dépanneuse, d'un véhicule destiné au transport de véhicules tombés en panne ou accidentés ou d'un tracteur industriel ou agricole qui n'est pas équipé d'un ou de deux feux jaunes clignotants réglementaires 1.000.-»
 2. L'infraction 01 de la rubrique 44 est assortie d'une note en bas de page libellée comme suit:
 «*Les présentes dispositions ne s'appliquent aux tracteurs industriels et agricoles qu'à partir du 1^{er} juillet 1993.»

- III. 1. La rubrique «45, 45bis et 45quinquies» est remplacée par «45».
2. Les infractions 05 à 07 de la rubrique 45 ainsi que la note en base de page*** se rapportant à l'infraction 07 sont supprimées.
3. La partie A du catalogue modifié des avertissements taxés est complétée par une nouvelle rubrique 45bis, libellé comme suit:
- «45bis
- | | | |
|-----|---|----------|
| -01 | Usage d'un véhicule automoteur équipé de feux excédentaires | 1.500.- |
| | Usage d'un véhicule automoteur dont les feux de même nom ne sont pas | |
| -02 | - de même couleur | 1.000.- |
| -02 | - d'égal éclairage | 1.000.- |
| -04 | - placés de façon réglementaire | 1.500.- |
| -05 | Usage d'un véhicule automoteur dont les catadioptrés de même couleur ne sont pas d'égal intensité ou placés à la même hauteur | 1.000.- |
| -06 | Défaut de panneau lumineux AUTO-ECOLE | 1.000.- |
| -07 | Panneau AUTO-ECOLE non réglementaire | 1.000.- |
| -08 | Usage abusif du panneau AUTO-ECOLE | 1.000.- |
| -09 | Usage d'un véhicule automoteur dont une partie ou le chargement masque les feux rouges ou les catadioptrés | 1.500.- |
| -10 | Bandes réfléchissantes non réglementaires | 300.- |
| -11 | Usage d'un véhicule automoteur dont les phares de longue portée ne s'éteignent pas automatiquement avec les feux-route | 1.000.-» |
4. Les rubriques 45ter et 45quater sont supprimées.
- IV. 1. La rubrique 49 est complétée comme suit:
- | | | |
|-------|---|---------|
| «-07* | usage d'un autobus ou autocar d'un poids total maximum autorisé de plus de 10t qui n'est pas équipé d'un limiteur de vitesse réglementaire | 1.500.- |
| -08* | usage d'un camion ou d'un tracteur de semi-remorque d'un poids total maximum autorisé de plus de 12t qui n'est pas équipé d'un limiteur de vitesse réglementaire | 1.500.- |
| | Usage d'un dispositif destiné à porter des cycles ou des fauteuils roulants pour handicapés physiques | |
| -09 | - qui dépasse l'arrière du véhicule de plus d'un mètre | 1.500.- |
| -10 | - qui est chargé d'objets autres qu'un cycle ou un fauteuil roulant | 1.500.- |
| -11 | - qui n'assure pas une visibilité réglementaire de feux et catadioptrés du véhicule ou qui, à défaut de visibilité suffisante, n'est pas muni d'un système d'éclairage dédoublé | 1.500.- |
| -12 | - qui nuit à la visibilité de la plaque d'identité ou qui, à défaut de visibilité suffisante, n'est pas muni d'une plaque d'identité complémentaire | 1.500.- |
2. Les infractions 07 et 08 de la rubrique 49 sont assorties d'une note en bas de page, libellée comme suit, la note en bas de page relative à la rubrique 49bis étant marquée de deux astérisques au lieu d'un seul:
- «*les présentes dispositions ne s'appliquent que
- à partir du 1^{er} janvier 1994 aux véhicules mis en circulation après le 31 décembre 1992;
 - à partir du 1^{er} janvier 1995 aux véhicules mis en circulation entre le 1^{er} janvier 1989 et le 31 décembre 1992;
 - à partir du 1^{er} janvier 1996 aux véhicules mis en circulation entre le 1^{er} janvier 1988 et le 31 décembre 1992 et affectés exclusivement à des transports nationaux.»
- V. Les infractions 14 et 15 de la rubrique 51 sont supprimées.
- VI. La rubrique 54 est complétée par une infractions 08, les infractions 08 à 19 prenant respectivement les numéros 09 et 20. La nouvelle infraction 08 est libellée comme suit:
- | | | |
|------|--|----------|
| «-08 | transport dans un autobus ou autocar d'un nombre de personnes supérieur au nombre de places inscrit sur la carte d'immatriculation | 1.500.-» |
|------|--|----------|
- VII. La partie A du catalogue modifié des avertissements taxés est complétée par une rubrique 58 comportant les infractions suivantes:
- «58
- | | | |
|-----|--|---------|
| -01 | mise en circulation d'un véhicule non conforme à la note descriptive du constructeur | 1.500.- |
|-----|--|---------|

- 02 remise en circulation d'un véhicule après une transformation ou une réparation en modifiant une des caractéristiques techniques ou en entravant la sécurité, sans attestation de l'assembleur ou du réparateur certifiant la conformité technique de la transformation et de la sécurité du véhicule 1.500.-
- 03 altération, transformation, enlèvement ou remplacement du numéro de fabrication du moteur ou du numéro de châssis 1.500.-»
- VIII. L'ordre numérique des infractions 01 et 02 de la rubrique 59-60 est inversé.
- IX. La rubrique 65 est modifiée comme suit:
«65
-01 usage non réglementaire de plaques rouges ou de plaques y assimilées 1.500.-»
- X. La rubrique 66 est modifiée comme suit:
«66
-01 usage abusif ou multiplication de plaques rouges ou de plaques y assimilées 1.500.-»
- XI. 1. L'infraction 01 de la rubrique 72 est modifiée comme suit:
-01 fait de laisser conduire un véhicule par un conducteur ne possédant pas les connaissances ou les habilités nécessaires 1.000.-»
2. L'infraction 02 de la rubrique 72 est supprimée et les infractions 03 à 06 prennent les chiffres 02 à 05.
- XII. La partie A du catalogue modifié des avertissements taxés est complétée par une nouvelle rubrique 73 avec les infractions suivantes:
«73
-01 fait pour le propriétaire d'un troupeau de le faire ou de le laisser conduire par un enfant de moins de 8 ans 1.000.-
-02 fait pour le propriétaire d'un cycle ou d'un attelage de le faire ou de le laisser conduire par un enfant de moins de 10 ans 1.000.-»
- XIII. La rubrique 74 est supprimée.
- XIV. La rubrique 79 est remplacée par le texte suivant:
«79
-01 défaut pour l'instructeur ou le candidat d'attester les jour et heure d'une leçon théorique ou pratique 300.-
-02 défaut de présenter un certificat d'apprentissage pendant l'apprentissage pratique 300.-
-03 défaut de certificat d'apprentissage en cours de validité pendant l'apprentissage pratique 1.500.-»
- XV. La partie A du catalogue modifié des avertissements taxés est complétée par une nouvelle rubrique 80, libellée comme suit:
«80
fait pour le candidat de prendre ou pour l'instructeur d'enseigner
-01 la 1^{ère} leçon pratique avant la 2^e leçon théorique 1.000.-
-02 la 11^e leçon pratique avant la réussite de l'épreuve théorique 1.000.-
-03 fait pour le candidat au permis de conduire de la catégorie A sous 1) de transporter une 2^{ème} personne sur le motorcycle servant à l'apprentissage pratique 1.500.-»
- XVI. Les rubriques 81 et 82 sont supprimées.
- XVII. La partie A du catalogue modifié des avertissements taxés est complétée par une nouvelle rubrique 83 libellée comme suit:
«83
-01 défaut de la lettre «L» pendant la première année de stage ou suite à la prolongation ou au renouvellement de la période de stage 1.000.-
-02 apposition non réglementaire de la lettre «L» ou apposition d'une lettre «L» non réglementaire 300.-
-03 défaut pour une personne non astreinte à l'obligation d'apposer la lettre «L» de l'enlever 300.-»
- XVIII. La rubrique 86 est supprimée.

- XIX. La partie A du catalogue modifié des avertissements taxés est complétée par une nouvelle rubrique 87 libellée comme suit:
 «87
 -01 conduite d'un véhicule automoteur ou d'un c.m.a. sous le couvert d'un permis de conduire périmé 1.000.-»
- XX. La rubrique 92 est remplacée par le texte suivant:
 «92
 -01 défaut de carte d'immatriculation luxembourgeoise pour un véhicule automoteur ou une remorque appartenant à une personne ayant sa résidence normale ou son siège social au Luxembourg ou mis à disposition d'une telle personne 1.500.-
 -02 défaut de carte d'identité spéciale pour un véhicule muni de plaques rouges ou des documents prescrits par la législation du pays d'origine pour un véhicule muni de plaques assimilées aux plaques rouges 1.500.-
 -03 maintien en circulation d'un véhicule immatriculé provisoirement au Luxembourg au-delà du délai de validité de la carte d'immatriculation qui le couvre 1.500.-»
- XXI. La rubrique 93 est supprimée.
- XXII. La partie A du catalogue modifié des avertissements taxés est complétée par une nouvelle rubrique 94 libellée comme suit:
 «94
 -01 mise ou maintien en circulation d'un c.m.a. d'un type non agréé 1.500.-
 -02 défaut de carte d'identité pour un c.m.a. appartenant à une personne ayant sa résidence normale ou son siège social au Luxembourg 1.500.-
 -03 défaut de faire inscrire, dans le délai d'un mois, la nouvelle adresse sur la carte d'identité d'un c.m.a. 300.-
 -04 conduite d'un c.m.a. non couvert par une carte d'identité valable 1.500.-
 -05 conduite d'un c.m.a. non muni d'un numéro d'identité réglementaire 1.500.-
 -06 défaut d'informer par écrit, dans les quinze jours, le ministre des Transports en cas de cession, de vente, d'exportation ou de destruction d'un c.m.a 300.-»
- XXIII. 1. Les infractions 15 et 16 de la rubrique 139 sont remplacées par le texte suivant:
 «conduite d'une machine automotrice d'un poids propre inférieur ou égal à 400 kg à une vitesse dépassant 25 km/h
 -15 - le dépassement étant inférieur ou égal à 20 km/h 1.000.-
 -16 - le dépassement étant supérieur à 20 km/h 3.000.-
 conduite d'un machine automotrice d'un poids propre supérieur à 400 kg à une vitesse dépassant 40 km/h
 -17 - le dépassement étant inférieur ou égal à 20 km/h 1.000.-
 -18 - le dépassement étant supérieur à 20 km/h 3.000.-
2. Les infractions 17 à 24 de la rubrique 139 prennent les numéros 19 à 26.»
- XXIV. L'infraction 04 de la rubrique 143 est remplacée par le texte suivant:
 «-04 défaut de faire précéder/suivre une course cycliste d'un véhicule automoteur signalé de façon réglementaire 1.500.-»
- XXV. La rubrique 145 est remplacée par le texte suivant:
 «Défaut de signaler de nuit ainsi que de jour en cas de mauvaise visibilité les véhicules automoteurs, à l'exception des machines, des tracteurs agricoles et des motocycles, à l'arrêt ou en stationnement, sur la voie publique
 -01 - à l'avant par les feux-position 1.000.-
 -02 - à l'arrière par les feux destinés à cet effet 1.000.-
 -03 Défaut de signaler à l'avant en cas de visibilité inférieure à 100 m par les feux-croisement ou par les feux-brouillard un véhicule automoteur, exception faite des machines, des tracteurs agricoles et des motocycles, à l'arrêt ou en stationnement en dehors des agglomérations 1.500.-
 -04 - Utilisation sur ces véhicules des feux-brouillard arrière, en cas de visibilité supérieure à 50 m 1.000.-
 -05 - Utilisation non réglementaire d'un feu de stationnement sur un véhicule automoteur à l'arrêt ou en stationnement 1.000.-»

- XXVI. La rubrique 146 est remplacée par le texte suivant:
- «146
- | | | |
|-----|--|----------|
| -01 | défaut d'éclairer de nuit ainsi que de jour en cas de visibilité insuffisante par les feux prescrits les tracteurs agricoles en mouvement, à l'arrêt ou en stationnement | 1.500.- |
| -02 | présence d'outils sur un tracteur agricole masquant le dispositif d'éclairage | 1.500.-» |
- XXVII. L'infraction 05 de la rubrique 149 est supprimée.
- XXVIII. La partie A du catalogue modifié des avertissements taxés est complétée par une nouvelle rubrique 149bis libellée comme suit:
- «149bis
- | | | |
|-----|---|----------|
| -01 | défaut d'éclairer de jour par le ou les feux-croisement un motorcycle, le véhicule étant en mouvement | 1.500.- |
| -02 | défaut d'éclairer de nuit ainsi que de jour en cas de visibilité insuffisante par les feux prescrits un motocoupé | 1.500.-» |
- XXIX. L'infraction 03 de la rubrique 154 est remplacée par le texte suivant:
- «défaut d'utiliser le feu orange clignotant
- | | | |
|-----|---|----------|
| -03 | sur un tracteur industriel ou agricole en circulation ou immobilisé, en dehors des agglomérations, sur la chaussée | 1.500.- |
| -04 | sur un véhicule équipé en dépanneuse ou destiné au transport de véhicules en panne, lorsque ce véhicule effectue le dépannage ou le transport d'un véhicule | 1.500.-» |
- XXX. La rubrique 160bis est remplacée par le texte suivant:
- «160bis
- | | | |
|-----|---|---------|
| -01 | défaut pour une personne adulte de porter la ceinture de sécurité de façon réglementaire . . . | 1.000.- |
| -02 | transport d'un enfant à l'avant d'une voiture automobile à personnes ou d'un véhicule utilitaire, si une place est disponible à l'arrière et que l'enfant n'est pas placé dans un dispositif de retenue homologué | 1.000.- |
| -03 | transport d'un enfant dans un dispositif de retenue non réglementaire | 1.000.- |
| -04 | transport non réglementaire d'un enfant dans un dispositif de retenue | 1.000.- |
| -05 | transport d'un enfant dans une camionnette ou à une place autre que celles de la rangée avant d'une voiture automobile à personnes ou d'un véhicule utilitaire sans utiliser un dispositif de retenue homologué, lorsqu'un tel dispositif est disponible à bord du véhicule . . . | 1.000.- |
| -06 | transport d'un enfant dans une camionnette ou à une place autre que celles de la rangée avant d'une voiture automobile à personnes ou d'un véhicule utilitaire sans utiliser la ceinture de sécurité de façon réglementaire | 1.000.- |
| -07 | défaut de présenter l'autorisation ministérielle dispensant du port de la ceinture de sécurité | 300.-» |

Article B

Notre Ministre des Transports, Notre Ministre de la Force Publique, Notre Ministre des Finances et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial et qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1993.

Le Ministre des Transports,
Robert Goebbels

Château de Berg, le 16 décembre 1992.
Jean

Le Ministre de la Force Publique,
Jacques F. Poos

Le Ministre des Finances,
Jean-Claude Juncker

Le Ministre de la Justice,
Marc Fischbach

Règlement ministériel du 16 décembre 1992 modifiant le règlement ministériel du 16 avril 1963 fixant les modalités de fonctionnement d'un système de contrôle pour véhicules automoteurs et remorques et les prix des contrôles

Le Ministre des Transports

Vu l'article 4 de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques tel qu'elle a été modifiée et complétée dans la suite;

Vu les articles 58 et 59 de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques tel qu'il a été modifié et complété dans la suite;

Vu le règlement ministériel du 16 avril 1963 fixant les modalités de fonctionnement d'un système de contrôle pour véhicules automoteurs et remorques et les prix des contrôles, tel qu'il a été modifié et complété dans la suite;

La Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers entendues en leur avis;

Arrête:

Article I

1. La première phrase du deuxième alinéa de l'article 1^{er} modifié du règlement ministériel du 16 avril 1963 fixant les modalités de fonctionnement d'un système de contrôle pour véhicules automoteurs et remorques et les prix des contrôles est remplacée par le texte suivant:

«Le contrôle se fait dans les stations de Sandweiler, d'Esch-sur-Alzette et de Wilwerwiltz.»

2. Le quatrième alinéa dudit article 1^{er} est remplacé par le texte suivant:

«Les agents de l'organisme de contrôle technique sont autorisés à se faire exhiber les documents de bord des véhicules présentés au contrôle technique. Les agents de contrôle sont autorisés à conduire les véhicules au cours des opérations de contrôle.»

Article II

L'article 3 du règlement ministériel du 16 avril 1963 précité est remplacé par le texte suivant:

«**Art. 3.** Les contrôles ont lieu sur convocation ou sur rendez-vous. L'absence de convocation ne justifie pas la mise ou le maintien en circulation d'un véhicule non muni d'un certificat de contrôle technique valable.

Le rapport technique dressé lors d'un contrôle technique mentionne les déficiences et non-conformités aux prescriptions réglementaires constatées au véhicule ainsi que l'indication du compteur kilométrique relevée et la valeur des forces de freinage mesurées au moment du contrôle; le rapport technique peut en outre mentionner d'autres indications relatives à l'état du véhicule et au fonctionnement de ses organes techniques.»

Article III

Le premier alinéa de l'article 4 du règlement ministériel du 11 avril 1963 précité est remplacé par le texte suivant:

«**Art. 4.** Lorsqu'un véhicule est immatriculé pour la première fois au Luxembourg ou qu'il change de propriétaire un rapport d'agrément est établi.»

Article IV

Le premier alinéa de l'article 5 du règlement ministériel du 11 avril 1963 précité est remplacé par le texte suivant:

«**Art. 5.** Le ministre des Transports exerce une surveillance permanente sur l'organisation et le fonctionnement financier, technique et administratif de l'organisme de contrôle.»

Article V

Le présent règlement ministériel sera publié au Mémorial et entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1993.

Luxembourg, le 16 décembre 1992.

Le Ministre des Transports,
Robert Goebbels